LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

www.lnr-dz.com

Quotidien d'information indépendant - n° 6839 – Mercredi 19 août 2020 - Prix : 10 DA

Investissement national

Pas de recours à l'endettement extérieur

A l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, le Président Abdelmadjid Tebboune a réitéré son «refus catégorique» de recourir à l'endettement extérieur, quelle qu'en soit la forme. Des disponibilités bancaires de l'ordre de 1.900 milliards de DA, jusqu'à fin 2020, existent «pour quiconque souhaite investir», a-t-il annoncé. Le financement de l'investissement national se fera par le recours exclusif aux ressources internes. «Le recours au financement extérieur sous de fallacieux prétextes ne se reproduira plus jamais», a soutenu le président de la République qui a appelé à «s'éloigner autant que possible des investissements lourds». Le président Tebboune a orienté les investisseurs vers le développement des industries de transformation pour pallier l'importation de leurs produits. Il s'est interrogé sur la pertinence de financer la création d'une usine à 750 millions de dollars, par exemple, au lieu de financer 10 usines à 75 millions de dollars chacune.

Lire en page 3

Ouverture du fret au privé et de banques algériennes à l'étranger

Tebboune mise le tout pour la relance économique

Mener de profondes réformes institutionnelles, structurelles et opérationnelles est devenu urgente et nécessaire pour asseoir un nouveau modèle de croissance durable dans le pays qui traverse une situation «difficile» depuis quelques mois, a soutenu, hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son allocution d'ouverture de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une nouvelle économie, tenue au Centre international des Conférences (CIC), à Alger.

Lire en page 2

© Photo : D.R

Chiffre du jour

20 août 1955 à Constantine :
Les opérations des fidaï popularisent la Révolution algérienne

Oran

Installation de la Commission d'information et d'orientation des investisseurs

La Commission locale d'information et d'orientation des investisseurs et porteurs de projets et leur accompagnement pour relancer l'activité économique a été installée dans la wilaya d'Oran a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Batna/Covid-19

Une initiative pour la prise en charge à domicile

Un groupe de médecins de diverses spécialités et autres paramédicaux de la wilaya de Batna ont lancé une opération bénévole pour la prise en charge à domicile des malades atteints du Covid-19, a-t-on appris lundi, de l'initiatrice de cette opération, Professeur Nora Righi, spécialité en maladies contagieuses.

Gendarmerie nationale

Mise en place d'un plan spécial saison estivale

Le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) a mis en place un plan de sécurisation de la saison estivale visant à garantir la sécurité des citoyens et des biens privés et publics et veiller à l'application de toutes les mesures susceptibles de préserver la santé publique durant cette conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse le pays.

Ouverture du fret au privé et de banques algériennes à l'étranger

Tebboune mise le tout pour la relance économique

Mener de profondes réformes institutionnelles, structurelles et opérationnelles est devenu urgente et nécessaire pour asseoir un nouveau modèle de croissance durable dans le pays qui traverse une situation «difficile» depuis quelques mois, a soutenu, hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son allocution d'ouverture de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une nouvelle économie, tenue au Centre international des Conférences (CIC), à Alger.

Rompre définitivement avec les anciennes pratiques qui sont à l'origine de la situation économique «difficile» du pays. (Photo : D.R)

Il a mis l'accent, dans son discours, sur les défis à relever pour «sauver le pays», évoquant l'importance du l'unité nationale et l'implication de toutes les parties pour accélérer la transition économique avant la fin 2021. Cette ambition qu'il a marquée par plusieurs points de suspension, signalant les dysfonctionnements administratifs qui empêchent l'investisseur algérien de réussir ses projets. Conscient des enjeux actuels impliquant des sacrifices, le Président a appelé à se débarrasser de ces verrous et à se libérer de l'économie de sa dépendance aux hydrocarbures afin de développer une diplomatie économique multilatérale par l'ouverture de banques algériennes à l'étranger, notamment en Afrique, d'ici 2021.
Egalement, fédérer les efforts de tous les acteurs économiques et sociaux pour créer un impact durable sur l'économie nationale. Ainsi, diversifier la production économique dans sa globalité. Parmi les solutions proposées, favoriser le développement du commerce intercontinental par l'ouverture des transports aérien et maritime des voyageurs et de marchandises au secteur privé, ce que signifierait la libéralisation du marché intérieur. Stratégique. Explicitement, le Président Tebboune n'émet aucune objection pour booster le secteur des exportations, bien au contraire, il encourage l'ouverture des zones de libre-échange, pour profiter de la proximité de l'Algérie afin d'exporter les produits locaux, mais aussi les services financiers des banques. Il a même évoqué l'activation et l'ouverture de couloirs verts en vue de promouvoir les exportations devant faciliter le travail des investisseurs. Pour libérer les potentialités de ces derniers, le Président Tebboune a plaidé pour la «libération de l'acte d'investir» et pour la mise à leurs dispositions de tous les moyens logistiques et financiers nécessaires à leur activité. S'interrogeant, dans ce sens, sur les raisons de l'absence d'établissements financiers ou de succursales de banques algériennes à l'étranger, notamment, en Afrique, qualifiant les banques nationales - système obsolète - de «guichets», constituant un frein pour l'économie nationale. L'économie nationale, aujourd'hui, devra changer de paradigme pour sortir de l'économie linéaire et planifiée et aller vers une économie circulaire offrant plus de liberté financière aux opérateurs économiques, a-t-il laissé entendre, estimant que pour atteindre cette dimension de pertinence, les opérateurs économiques et sociaux devront se mobiliser ensemble pour «sauver le pays». Mais aussi rompre définitivement avec les anciennes pratiques qui sont à l'origine de la situation économique «difficile» du pays. Le Président Tebboune a pointé du doigt les comportements malsains qui ont porté, antérieurement et ultérieurement, préjudice à l'économie du pays qui fait face à une «conjoncture particulière en raison de la chute des cours des hydrocarbures et de la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19), qui a mis à genoux l'économie mondiale» , a-t-il soutenu. Pour s'en sortir dans un contexte pareil, l'effort doit décupler pour arracher son indépendance à l'économie de la rente qui a pris l'Etat en otage. Le chef de l'Etat a mis l'accent sur «l'impératif d'augmenter les exportations hors hydrocarbures à 5 milliards de dollars au moins d'ici fin 2021, et ce, contre les 2 milliards de dollars actuels», interdisant par la même occasion d'importer du carburant à partir de cette même date. «Il est interdit d'importer ne serait-ce qu'un litre de carburant à partir de 2021», a-t-il déclaré, mettant à l'épreuve les responsables de ce secteur. Il a qualifié cette dépendance de «fatale pour l'intelligence et l'esprit d'initiative».

Baisse des réserves de change à 57 milliards de dollars

Le Président Tebboune a tenu à souligner l'importance de cette rencontre de concertation pour élaborer un plan de relance efficace et surtout applicable dans l'immédiat, vu l'urgence de la situation économique du pays, mais aussi sociale. Cette dernière n'en demeure pas moins importante de la situation globale du pays. Deux volets indissociables pour la prospérité d'un pays. Le discours de M. Tebboune était plutôt limpide et réaliste qu'alarmiste. Certes, les chiffres avancés ne sont pas rassurants, mais la situation n'a pas encore atteint un niveau critique, a rassuré le chef de l'Etat, qui s'est référé dans son allocution sur les statistiques des secteurs productifs. «Nous avons des réserves de changes de 57 milliards de dollars, nous tablons sur des revenus pétroliers d'environs 24 milliards de dollars pour l'année 2020, c'est une mauvaise année pétrolière, mais avec un pétrole qui se situe bon an mal an autour de 40 dollars, alors que notre budget est calculé sur un pétrole à 30 dollars en plus de 27 milliards de dollars de l'agriculture», a-t-il résumé, estimant, malgré ce constat peu reluisant que «le pari est jouable. La situation est difficile, mais gérable» . Le chef de l'Etat a exprimé ses préoccupations, ses recommandations mais aussi son soutien à tous ceux qui désirent sérieusement dans la relance économique. Sans objection. Pour rappel, la conférence nationale sur le plan de relance pour une nouvelle économie entamée hier, s'achèvera aujourd'hui sur les recommandations et propositions des participants (plus de 300), dont des membres du gouvernement, les partenaires sociaux et des personnalités indépendantes, notamment des experts nationaux vivant en Algérie et à l'étranger.

Samira Takharboucht

Tebboune évoque la dépénalisation de l'acte de gestion : Urgence de numérisation des secteurs économiques et financiers

✍ **«Pour éliminer l'opacité qui y est sciemment entretenue** et la consécration de la transparence en vue de relancer l'économie nationale, il est impératif d'accélérer la numérisation de tous les secteurs économiques et financiers» , a recommandé, hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son discours d'ouverture de la Conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie. La numérisation de l'administration algérienne et des différents services y afférant est plus qu'indispensable pour garantir la traçabilité des opérations financières et pour installer un service rapide et qualitatif au niveau des différentes institutions. M. Tebboune a critiqué «la non-numérisation, à ce jour, de ces secteurs sensibles, notamment le secteur fiscal et les services des Domaines de l'Etat», alors que ce projet de numérisation a été annoncé depuis plusieurs mois. Il a pointé du doigt le laxisme des responsables dans l'exécution de ces dispositions.
«Ces administrations continuent à fonctionner avec des moyens et méthodes désuets et dépassés ne permettant même pas de connaître ce que possèdent les Algériens, comme fonciers et entreprises au niveau national» , a-t-il rappelé, estimant que ces couacs ou pratiques affligeantes et inacceptables en 2020 met à l'épreuve la performance des administrations et la patience des citoyens. La raison pour laquelle, le Président a durci le ton et a ordonné «l'accélération des réformes financières et fiscales, affirmant que le paiement des impôts ne devrait plus être perçu comme une sanction mais plutôt comme une incitation à l'amélioration des recettes et à la création d'emplois» . La numérisation et la modernisation de l'administration et des réseaux bancaires et financiers faciliteront le travail des investisseurs et des commerçants pour exporter leurs marchandises. L'introduction du e-paiement libérera les perspectives et encouragera la prise d'initiative, notamment, dans le secteur commercial.
Concernant ce dernier, le chef de l'Etat a appelé «à la révision des textes de loi régissant l'activité commerciale en vue de la dépénalisation de l'acte de gestion et la création de tribunaux commerciaux au niveau national, en associant les gérants des entreprises économiques et commerciales». Cette directive s'ajoute à la panoplie de mesures de soutiens et d'incitation pour la diversification de l'acte de produire «industriel et agricole».

Samira Takharboucht

REPÈRE

Justice

Une directive pour ne plus tenir compte des lettres anonymes de dénonciation

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué hier à Alger qu'il adressera une directive à la justice pour ne plus tenir compte des lettres de dénonciation anonymes, appelant les personnes détenant des informations sur des infractions à laloi à avoir le «courage» de les dénoncer publiquement.
«La seule destination de ces lettres anonymes sera le broyeur», a affirmé le Président Tebboune qui intervenait à l'ouverture de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle.
Il a ajouté que les personnes détenant des informations sur des infractions économiques peuvent s'adresser à la presse, relevant qu'il existe 180 quotidiens nationaux, tout en soulignant que la justice a les moyens d'enquêter sur ces infractions. Le président de la République a insisté, dans le même temps, sur la dépénalisation de l'acte de gestion afin de libérer les gestionnaires et encourager la performance et l'initiative.
La Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle, dont les travaux s'étaleront sur deux jours, se déroulent en présence de membres du gouvernement, à leur tête le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, ainsi que des opérateurs économiques publics et privés, représentants des institutions, syndicats et associations, ainsi que des experts de la sphère socio-économique. Onze ateliers se tiendront dans le cadre de cette conférence pour débattre du développement agricole, le développement industriel, le développement minier, le développement des ressources énergétiques, le financement du développement, comment faciliter l'investissement, les micro-entreprises et start-ups, le développement des secteurs de soutien, la maîtrise du commerce extérieur, l'industrie pharmaceutique et la filière BTPH.

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Investissement national

Pas de recours à l'endettement extérieur

A l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, le Président Abdelmadjid Tebboune a réitéré son «refus catégorique» de recourir à l'endettement extérieur, quelle qu'en soit la forme. Des disponibilités bancaires de l'ordre de 1.900 milliards de DA, jusqu'à fin 2020, existent «pour quiconque souhaite investir», a-t-il annoncé.

■ Tebboune a orienté les investisseurs vers le développement des industries de transformation pour pallier l'importation de leurs produits. (Photo : D.R)

Le financement de l'investissement national se fera par le recours exclusif aux ressources internes. «Le recours au financement extérieur sous de fallacieux prétextes ne se reproduira plus jamais», a soutenu le président de la République qui a appelé à «s'éloigner autant que possible des investissements lourds». Le Président Tebboune a orienté les investisseurs vers le développement des industries de transformation pour pallier l'importation de leurs produits. Il s'est interrogé sur la pertinence de financer la création d'une usine à 750 millions de dollars, par exemple, au lieu de financer 10 usines à 75 millions de dollars chacune. Néanmoins, a-t-il poursuivi, l'investissement dans de lourds projets demeure ouvert, pour peu qu'il apporte une forte valeur ajoutée. Outre ces disponibilités bancaires, le Président Tebboune a évoqué la possible affectation, durant l'année en cours, de 10 à 12 milliards de dollars de réserves de change à des financements d'investissements.

Dans le cadre de l'encouragement de l'investissement et des investisseurs, le Président Tebboune a annoncé la dépénalisation de l'acte de gestion pour permettre aux opérateurs de réaliser sereinement leurs projets. De son côté, le Premier ministre Abdelaziz Djerad a confirmé que le gouvernement sera toujours à l'écoute des diverses propositions constructives visant à diversifier l'économie nationale pour aller de l'avant vers une économie forte, moderne et durable.

Intervenant dans les ateliers organisés dans le cadre de la conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle, il a expliqué que la construction d'une économie forte exige que l'administration soit libérée des pratiques bureaucratiques afin de soutenir des investissements fructueux. On sait qu'un nouveau Code de l'investissement sera finalisé avant le mois d'octobre prochain. Selon le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, qui en avait fait l'annonce, il y a une semaine, ce Code facilitera et encouragera les investissements dans les secteurs public et privé. Le nouveau Code aura l'avantage d'unifier les deux systèmes législatifs régissant l'activité dans les deux secteurs public et privé. Il sera plus incitatif pour les producteurs locaux et les industries manufacturières. Ces réformes réduisent la différenciation entre secteurs public et privé et formulent un nouveau régime commun conforme aux principes du Code de commerce, avait-il déclaré. Concernant le foncier industriel, Ferhat Ait Ali Braham a également fait état de la préparation d'un nouveau décret fixant les missions et les attributions de l'Office national du foncier industriel, ainsi que d'autres textes portant sur le suivi et la gestion du foncier industriel. Ces législations s'inscrivent en droite ligne dans les efforts du ministère visant à «mettre en place un nouveau système juridique qui favorise la consécration d'une gouvernance moderne et rationnelle», avait précisé le ministre pour qui le secteur industriel «a été le plus ciblé par la «Isaba» (bande), tant au niveau législatif qu'organisationnel ou de gestion interne, pour des projets fictifs au détriment de projets concrets».

Lakhdar A.

BRÈVE

Energie: des start-ups seront associées au programme de conversion de véhicule en GPLc

Environ 200 Start-ups seront créés prochainement pour prendre part au programme de conversion de 200.000 véhicules en GPLc prévus pour 2021, a annoncé mardi à Alger le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems-Eddine Chitour.»Ces jeunes entreprises viendront renfoncer le réseau des centres de conversion de GPLc déjà existant», a affirmé M. Chitour, lors d'une réunion sur la promotion du GPL tenue au siège du ministère de l'Energie.Il a précisé que ces Start-ups qualifiées, désireuses d'investir dans ce créneau, seront retenues par le ministère délégué auprès du premier ministère, chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up.Quant au coût des 200.000 kits qui seront importés d'Italie pour la réalisation de cette conversion, M. Chitour a avancé un chiffre de 60 millions euros à raison de 300 euros le kit. Il a déduit que l'opération est rentable tant sur le plan économique que sur le plan écologique par rapport à l'essence carburant que le pays importe chaque année.
«L'Algérie, qui importe annuellement l'équivalent de deux milliards de dollars de carburant par an, souhaite replacer graduellement les carburants par le GPLc (Sirghaz) disponible et moins polluant», a-t-il encore souligné.
Pour le ministre, l'Etat doit donner l'exemple à travers les institutions et les établissements publics en procédant à la conversion progressive de ses véhicules de services au GPLc.

Agence

Le président de l'Association des exportateurs algériens

Une nouvelle ère pour le patronat

La Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle, présidée par le Président Abdelmadjid Tebboune, qui se tient au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, est qualifiée de «première», par Abdelwahab Ziani le président de l'Association des exportateurs algériens, qui observe, dans son commentaire, que cet événement constitue une «nouvelle ère» pour le patronat, qui, pour l'occasion, a élaboré une série de propositions à soumettre lors de cette rencontre. Sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale dont il était l'invité de la rédaction, à partir du Centre international des conférences, il considère que l'aspect le plus important, désormais, est d'instituer un dialogue et de rétablir la concertation et la confiance entre le monde des entreprises et les pouvoirs publics, dit-il, afin d'éviter de «sombrer dans la crise que nous traversons». Selon le président de l'Association des exportateurs, les quelque 2,8 millions d'opérateurs économiques activant en Algérie pourraient passer à 5 millions et multiplier les emplois, pour autant, indique-t-il, qu'on les aide à reconquérir un marché «qui n'est pas entre leurs mains». Pour lui, l'État devrait les protéger en les aidant à produire et à amener les Algériens à consommer le maximum de produits locaux et contribuer, ainsi, à sauver l'emploi et à créer de la richesse au pays. Nous devons travailler, a-t-il, dit, la main dans la main. Parmi les autres priorités, l'invité met en avant celle consistant à renforcer le système d'information économique accessible aux investisseurs. Il relève que beaucoup parmi ces derniers ont jugé utile de créer des laiteries, des minoteries et autres cimenteries, d'où la nécessité d'organiser l'orientation et la concertation «avec les gens du terrain». Si, a-t-il fait remarquer, «nous avions eu des lois adaptées à l'entreprise, nous aurions, outre l'Algérie, investi une grande partie de l'Afrique». Entre autres propositions que les opérateurs économiques soumettront à discussions durant la rencontre, figurent la révision du Code des investissements, celui des marchés publics, ainsi que celui du travail. Pour M. Ziani, il va falloir «faire une toilette de toutes les lois» pour les adapter à la difficile conjoncture à laquelle est confrontée l'Algérie. Pour ce qui a trait, en particulier, à la révision du Code des marchés publics, celui-ci propose de donner «la préférence» aux sociétés algériennes.

À propos du Code du travail, il faudrait, selon lui, «tout revoir», afin de ne pas susciter des «querelles» entre les entreprises, les employés et les institutions. Il estime qu'il va falloir travailler ensemble et se concerter entre nous pour mettre des lois «sur mesure» et aller de l'avant. Il propose, après le dépôt d'une demande de financement, l'institution d'une période d'attente limitée, une ''dead line'', après laquelle s'il n'a pas obtenu de réponse, il considère donc que son projet est accepté et que les banques doivent, alors, l'accompagner pour le réaliser.

L. A.

CRÉATIVITÉ

Développement des microentreprises

Encourager l'esprit de créativité dans un environnement propice à l'investissement

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des microentreprises, Nassim Diafat, a souligné, hier mardi à Alger, la nécessité d'encourager l'esprit de créativité chez les jeunes entrepreneurs dans un environnement propice à l'investissement. «Le développement des microentreprises requiert, outre le financement, l'encouragement de l'esprit d'entreprenariat et la réunion des conditions (environnement, ndlr) propices à l'investissement», a-t-il indiqué. Intervenant sur les ondes de la Chaîne I de la radio algérienne, Nassim Diafat a déclaré que le financement, à lui seul, des microentreprises n'est pas suffisant pour les réussites entrepreneuriales et, partant, la relance de l'économie nationale.
Suggérant d'œuvrer à l'évaluation, l'amélioration et l'encouragement de l'esprit d'entreprenariat chez les jeunes.Fin juin dernier, le ministre délégué avait révélé que sur 88.000 microentreprises créées dans le cadre du dispositif Ansej, aux côtés de celles ayant réussi, d'autres sont en difficulté et incapables de rembourser les crédits obtenus mais respectent leurs engagements envers l'agence et l'Etat. «Les microentreprises performantes seront soutenues pour se développer et celles qui conservent leurs outils de production «amortis» et en difficulté seront refinancées et leurs plans de charges seront renforcés et diversifiés», avait-il indiqué, relevant, au passage, que l'Algérie constitue un vaste chantier pour toutes les activités.
Il est possible, avait-il fait savoir, de créer plus de 388.000 microentreprises, insistant, à l'occasion, sur la nécessité d'orienter l'investissement, la formation et le financement vers les secteurs demandés.
«Les microentreprises en difficulté ayant honoré leurs engagements envers l'Etat ne seront pas abandonnées», avait-il indiqué encore, assurant de l'existence de solutions. Principalement, avait-il poursuivi, la création des coopératives et en s'orientant vers les secteurs jouissant de demande afin de rencontrer le succès. De son côté, le ministre délégué chargé de l'économie, de la connaissance des Starts-up et de l'innovation, Yacine El-Mehdi Oualid, a réitéré la volonté de l'Etat à soutenir les jeunes détenteurs de projets innovants. Rappelant, à l'occasion, la mise en place, bientôt, le Fonds de financement des Starts-up dans le but d'aider les porteurs de projets innovants. «Ces sociétés innovantes sont susceptibles de créer de la valeur ajoutée», a-t-il indiqué.

R. M.

Réouverture des établissements scolaires

Le protocole de prévention approuvé

Les mesures à appliquer et les règles à respecter en milieu scolaire pour prévenir et endiguer la propagation de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) en prévision de la réouverture des établissements scolaires milieu scolaire pour la révision et la préparation des examens ont été approuvées, avant-hier lundi, par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de ce virus.

Les épreuves du BEM sont prévues du 7 au 9 septembre, et celles du baccalauréat du 13 au 17 septembre 2020. (Photo : DR)

«Le Comité scientifique de suivi de l'évolution du Coronavirus a approuvé le protocole de prévention spécifique à la réouverture, à compter de mercredi prochain, des établissements scolaires pour la révision», a indiqué un communiqué du ministère de l'Education nationale. Précisant que ce protocole sanitaire de prévention a été mis en place par le ministère de l'Education nationale, en coordination avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. En application, rappelle la même source, des dispositions du décret exécutif n 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) et des textes y afférents.

Ce protocole, poursuit le communiqué du ministère de l'Education, fixe les mesures à appliquer et les règles à respecter pour prévenir et endiguer la propagation de la Covid-19 en milieu scolaire et pour rouvrir les établissements scolaires pour la révision et la préparation des examens en veillant à la protection de la santé et de la sécurité des élèves et des fonctionnaires du secteur. Soulignant, à l'occasion, l'impératif de la désinfection de toutes les structures de l'établissement et l'organisation de l'espace à travers la mise en place d'un schéma de déplacement des élèves, en prévision de la reprise, aujourd'hui mercredi, du personnel administratif.

S'agissant de la reprise des enseignants prévue le 23 août courant, le Protocole, poursuit encore le communiqué, insiste sur la nécessité de fixer les missions et de rappeler à tout un chacun l'obligation de faire preuve de mobilisation et de vigilance avec réactivation de la cellule de veille permanente, mise sur pied au niveau de chaque établissement d'éducation et d'enseignement. Mettant l'accent, à l'occasion, sur l'obligation de respect des mesures barrières afin de garantir la sécurité des élèves, des enseignants et de l'ensemble des travailleurs du secteur.

Samedi dernier, le ministère de l'Education nationale a mis en avant la nécessité du strict respect des mesures préventives de lutte contre la propagation du nouveau Coronavirus lors de la réouverture des établissements éducatifs, prévue aujourd'hui 19 août, pour donner des cours de soutien aux candidats des examens du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat.

«Dans le cadre de la préparation, exceptionnelle, des élèves candidats aux épreuves du BEM et du baccalauréat session 2020, il est nécessaire d'appliquer les dispositions du décret exécutif n° 20-69 du 21 mars 2020 relatif aux mesures de prévention et de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19) et des textes y afférents», a indiqué le ministère de l'Education nationale. Il est également nécessaire, a rappelé le ministère dans une instruction adressée aux directeurs des collèges d'enseignement moyen (CEM) et des lycées, d'appliquer les mesures définies dans la circulaire-cadre de la rentrée scolaire 2020-2021, relative à la réouverture des établissements éducatifs et apporter le soutien pédagogique et psychologique à cette catégorie d'élèves, en les accompagnant dans la révision. «En prévision de la réouverture, d'aujourd'hui mercredi, des établissements de l'éducation et d'enseignement les directeurs des CEM et des lycées, sont tenus de veiller au nettoiement et à la désinfection de toutes les structures de l'établissement en collaboration avec les services des collectivités locales et d'autres instances», rappelle la même source. Appelant, à l'occasion, à l'organisation de l'espace de ces établissements, en mettant en place un plan pour la circulation des élèves et l'application des mesures préventives lors de la réception des employés et des élèves candidats (la distanciation physique à l'entrée et à la sortie des classes réservées à la révision ou lors des déplacements entre les structures, ainsi que les règles d'hygiène et le port du masque de protection.

Les épreuves du BEM sont, pour rappel, prévues du lundi 7 septembre au mercredi 9 septembre 2020, et celles du baccalauréat du dimanche 13 septembre au jeudi 17 septembre 2020.

Rabah Mokhtari

Nazih Berramdane :

«Vers l'organisation et l'encadrement du mouvement associatif»

Le Conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a affirmé avant-hier à Tébessa que «le travail est engagé en vue de parvenir à une démocratie participative» au service du développement rassemblant tous les acteurs de la société civile et des institutions de l'Etat.

Au cours d'une rencontre avec les représentants du mouvement associatif à la salle des congrès «Chahid Abad Zine», M. Berramdane a indiqué que cette série de rencontre qu'il tient avec les associations actives dans les divers secteurs vise à «organiser et encadrer les acteurs de la société civile en vue d'instaurer une démocratie participative et un échange des expériences entre tous». En ce qui concerne l'organisation du travail associatif, M. Berramdane a souligné qu'il est «impératif de penser à l'échelle locale à créer des fédérations d'associations qui encadrent le travail associatif dans l'attente des nouvelles solutions et dispositions juridiques que seront ultérieurement annoncées».

Il a assuré à ce propos «qu'au terme des 50 rencontres programmées à l'échelle nationale avec pas moins de 100.000 associations, une série de propositions et recommandations sera prise en considération dans l'organisation du mouvement associatif et sa participation à l'édification de l'Algérie nouvelle dans le cadre d'une stratégie future qui lui permettra de jouer pleinement son rôle dans le développement».

Les décisions qui seront prises prochainement, poursuit-il dans ce sens, permettront «d'organiser la société civile et le mouvement associatif de sorte à en faire une troisième force qui accompagne les deux secteurs public et privé et participe à l'édification de l'Algérie nouvelle sur des bases solides et justes ainsi que préconisé par le président la République Abdelmadjid Tebboune».

Il a également appelé à «la tenue de sessions de formation, d'accompagnement et d'échange d'expériences en vue d'habiliter la société civile à être une force d'appui aux institutions de l'Etat pour apporter le meilleur au citoyen et à la patrie», saluant à l'occasion le rôle des associations dans l'accompagnement des autorités publiques durant la période de confinement sanitaire dû à la pandémie du nouveau Coronavirus et sa participation dans les actions de solidarité avec les familles démunies des zones d'ombre.

S'agissant la communauté nationale à l'étranger, M. Berramdane a insisté sur «la nécessité de tirer profit de ses expériences, d'échanger les connaissances dans les divers domaines et de travailler à trouver des solutions de relance notamment de l'économie nationale et de soutien à l'Algérie».

La rencontre a été une occasion d'écouter les propositions et préoccupations des présidents des associations et représentants de la société civile. Ces proposition portent notamment sur «l'amendement de la loi sur les associations», «la facilitation de la communication avec les institutions officielles» et «leur association aux diverses activités de sorte à faire de l'association un trait d'union entre l'administration et le citoyen».

Il convient de rappeler que le même responsable a fait état le mois de juillet passé de l'agrément de pas moins de 2.635 associations à l'échelle nationale sur plus de 4.000 demandes.

Le conseiller a rappelé, à ce propos, qu'il a été décidé de réduire la durée d'étude des dossiers à 10 jours et la facilitation de la procédure pour avoir l'agrément qui faisait obstacle, par le passé, à l'activité des associations.

Manel Z.

RÈGLES DE PRÉVENTION

Tourisme local

Bouée de sauvetage face au Covid-19

L'Algérie s'est lancé dans une course contre la montre pour relancer l'activité touristique et sauver le secteur, avant que la saison touche à sa fin, tout en appuyant sur le tourisme local. De ce fait, le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou a insisté, avant-hier à Alger, sur l'importance de l'application rigoureuse des règles de prévention sanitaire contre l'épidémie de Coronavirus, après la reprise de l'activité touristique. Lors d'une visite d'inspection à des infrastructures relevant de son secteur au niveau d'Alger, le ministre a souligné la nécessité d'une application rigoureuse du Protocole sanitaire dans les établissements de tourisme, à travers le respect de la distanciation physique, la mise à disposition de moyens de désinfection et d'hygiène, l'obligation du port du masque et la mobilisation des staffs médicaux afin d'assurer aux estivants des séjours dans des conditions sûres. Avec le maintien de la fermeture des frontières, le ministre de tourisme a plaidé pour l'encouragement du tourisme domestique considéré en ce temps de crise sanitaire comme une bouée de sauvetage. Il a souligné à ce propos l'impératif respect de la distanciation physique dans les lieux de détentes, notamment dans les plages. Dans ce contexte, le ministre a rappelé les conventions conclues avec l'ensemble des partenaires et acteurs pour offrir des tarifs compétitifs, en particulier en matière de transport, notamment avec la compagnie aérienne Air Algérie, ainsi que l'inclusion du transport ferroviaire au profit des touristes. Dans ce cadre, un comité de pilotage a été crée avec comme objectif la relance des activités touristiques. Les deux conventions portent sur le renforcement et l'intensification de la coopération avec la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et tous les partenaires concernés par le secteur du tourisme, afin de mettre les capacités des entreprises économiques nationales à l'abri de l'effondrement et de la faillite à même de préserver les postes d'emploi et de relancer le tourisme intérieur et extérieur. Par ailleurs, le protocole sanitaire fait obligation aux hôteliers de mettre en place des cellules de veille et de crise afin de contenir les situations urgente, de mobiliser un staff médical pour la prise en charge quotidienne de la santé des touristes et employés et d'exploiter 50% des capacités d'hébergement. Le Protocole en question arrête également des mesures concernant l'exploitation des piscines et plages, l'accueil et l'enregistrement des clients. Il prévoit, dans ce sens, l'interdiction de soirées artistiques, avoir recours à la désinfection et le nettoyage des chambres et des espaces publics au quotidien, l'obligation du port du masque de protection, notamment pour le personnel.

Manel Z.

INFOS EXPRESS

Sûreté d'Alger

Près de 4 000 individus arrêtés en juillet

Les services de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger ont traité durant le mois de juillet dernier plus de 3 300 affaires ayant donné lieu à l'arrestation de près de 4 000 suspects qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, a indiqué lundi un communiqué des même services. Dans le cadre des activités de lutte contre la criminalité urbaine, les services de la Police judiciaire de la Sûreté d'Alger ont traité 3 323 affaires ayant entraîné l'arrestation de 3 983 suspects qui furent déférés par devant les instances judiciaires compétentes, dont 1 555 pour détention et usage de stupéfiants et substances psychotropes, 506 pour port d'armes prohibées et 1 922 pour divers délits, a précisé le communiqué. Parmi les affaires traitées, 280 affaires relatives aux atteintes aux biens et 712 affaires ayant trait aux atteintes aux personnes. Quant aux délits et crimes contre la famille et aux atteintes aux mœurs, les services de Police judiciaire ont traité 30 affaires, outre 758 affaires relatives aux biens publics et 130 affaires à caractère économique et financier, ajoute le communiqué. Concernant le port d'armes prohibées, les mêmes services ont traité 489 affaires, impliquant 506 personnes présentées devant les instances judiciaires compétentes, dont 7 personnes ont été placées sous mandat de dépôt. En matière de lutte contre les stupéfiants, 1 382 affaires impliquant 1 555 personnes ont été traitées. Ces affaires ont donné lieu à la saisie de 11 238 kg de résine de cannabis, 37 722 comprimés psychotropes, 5.16 g de cocaïne et 75.23 g de héroïne. S'agissant des activités de la police générale et règlementaire, les forces de police ont mené durant la même période 27 142 opérations de contrôle des activités commerciales règlementées, où il a été procédé à l'exécution de 600 décisions de fermetures ordonnées par les autorités compétentes.

Agence

Gendarmerie nationale

Mise en place d'un plan spécial saison estivale

Le Commandement de la Gendarmerie nationale (GN) a mis en place un plan de sécurisation de la saison estivale visant à garantir la sécurité des citoyens et des biens privés et publics et veiller à l'application de toutes les mesures susceptibles de préserver la santé publique durant cette conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse le pays.

«Ce plan repose sur la prise de toutes les mesures sécuritaires nécessaires à travers l'intensification de la présence sur terrain sur les différents réseaux de transports et les axes routiers en mettant en place des formations composées d'unités de la sécurité routière soutenues par des hélicoptères de la GN afin d'assurer un contrôle efficace et une fluidité routière en mettant en échec toute les tentative criminelle à l'encontre des usagers de la route», a indiqué lundi un communiqué du Commandement de la GN. Il s'agit également du déploiement de formations fixes et mobiles relevant des unités territoriales, soutenues par les sections de sécurité et d'intervention (SSI), les équipes cynotechniques et les escadrilles aériennes en vue de la sécurisation totale du territoire, notamment les régions enregistrant une grande affluence des estivants sans pour autant fermer l'œil sur les endroits isolés et les plages interdites à la baignade en sus de tout les repaires, note la source. Le plan de sécurisation porte également sur «la coordination étroite avec les différentes institutions pour la prise des procédures organisationnelles nécessaires en fonction de chaque cas, notamment en ce qui concerne l'éradication des parkings anarchiques à proximité des plages, des espaces de loisirs et de divertissement et des forêts en œuvrant à lutter contre les feux de forêts».

«Conformément à la décision promulguée par les autorités supérieures du pays portant ouverture progressive des plages et des espaces de loisirs et de divertissement à compter du 15 août 2020, réaménagement des horaires de confinement et strict respect des dispositions visant à préserver la santé des citoyens et de les protéger contre tout risque de propagation du covid-19, les plages, les complexes touristiques, les forêts, les réserves naturelles et les places publiques devront enregistrer une grande affluence des citoyens, entraînant un grand mouvement sur le réseau routier et les moyens de transports», ajoute le communiqué.

Agence

Zones urbaines-accidents de la route : 2 morts et 89 blessés enregistrés le week-end

Deux personnes ont trouvé la mort et 89 autres ont été blessées dans 75 accidents de la route recensés le week-end dernier en zones urbaines, a indiqué lundi, un bilan des services de la Sûreté nationale.

(Photo › D. R.)

INFOS EXPRESS

Batna/Covid-19

Une initiative pour la prise en charge des malades à domicile

Un groupe de médecins de diverses spécialités et autres paramédicaux de la wilaya de Batna ont lancé une opération bénévole pour la prise en charge à domicile des malades atteints du Covid-19, a-t-on appris lundi, de l'initiatrice de cette opération, Professeur Nora Righi, spécialité en maladies contagieuses. Dans une déclaration à l'APS, la même spécialiste également membre de la commission de la santé de l'Assemblée populaire nationale (APN), a précisé que cette opération vise à «réduire la pression sur les établissements de santé pour une meilleure prise en charge des malades atteints du Covid-19». Elle a ajouté dans ce sens que l'initiative ambitionne de contribuer «à briser la chaîne des contaminations et éradiquer ses foyers». Le suivi médical des cas atteints du coronavirus à travers des visites de terrain à domicile et des communications téléphoniques figure parmi les principales missions de ce groupe de bénévoles installé au centre des loisirs scientifiques de la cité Kechida au chef-lieu de wilaya, a souligné la même responsable, faisant état aussi de la formation des bénévoles pour renforcer les consultations et les services d'hospitalisation pour cette catégorie.

Agence

Mouvement associatif

Parvenir à une démocratie participative au service du développement

Le Conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a affirmé lundi à Tébessa que «le travail est engagé en vue de parvenir à une démocratie participative» au service du développement rassemblant tous les acteurs de la société civile et des institutions de l'Etat. Au cours d'une rencontre avec les représentants du mouvement associatif à la salle des congrès «Chahid-Abad-Zine», M. Berramdane a indiqué que cette série de rencontres qu'il tient avec les associations actives dans les divers secteurs vise à «organiser et encadrer les acteurs de la société civile en vue d'instaurer une démocratie participative et un échange des expériences entre tous». Il a ajouté à ce propos qu'il est «impératif de penser à l'échelle locale à créer des fédérations d'associations qui encadrent le travail associatif dans l'attente des nouvelles solutions et dispositions juridiques qui seront ultérieurement annoncées». M. Berramdane a assuré «qu'au terme des 50 rencontres programmées à l'échelle nationale avec pas moins de 100 000 associations, une série de propositions et recommandations sera prise en considération dans l'organisation du mouvement associatif et sa participation à l'édification de l'Algérie nouvelle dans le cadre d'une stratégie future qui lui permettra de jouer pleinement son rôle dans le développement». Les décisions qui seront prises prochainement, a encore ajouté l'intervenant, permettront «d'organiser la société civile et le mouvement associatif de sorte à en faire une troisième force qui accompagne les deux secteurs public et privé et participe à l'édification de l'Algérie nouvelle sur des bases solides et justes ainsi que préconisé par le président la République Abdelmadjid Tebboune».

Il a également appelé à «la tenue de sessions de formation, d'accompagnement et d'échange d'expériences en vue d'habiliter la société civile à être une force d'appui aux institutions de l'Etat pour apporter le meilleur au citoyen et à la patrie», saluant à l'occasion le rôle des associations dans l'accompagnement des autorités publiques durant la période de confinement sanitaire dû à la pandémie du nouveau coronavirus et sa participation dans les actions de solidarité avec les familles démunies des zones d'ombre. Concernant la communauté nationale à l'étranger, M. Berramdane a insisté sur «la nécessité de tirer profit de ses expériences, d'échanger les connaissances dans les divers domaines et de travailler à trouver des solutions de relance notamment de l'économie nationale et de soutien à l'Algérie». La rencontre a été une occasion d'écouter les propositions et préoccupations des présidents des associations et représentants de la société civile, axées notamment autour de «l'amendement de la loi sur les associations», «la facilitation de la communication avec les institutions officielles» et «leur association aux diverses activités de sorte à faire de l'association un trait d'union entre l'administration et le citoyen».

R. R.

Palestine

Israël ferme la zone de pêche à Ghaza

Zone maritime de la bande de Ghaza. (Photo : D.R)

L'armée israélienne a fermé dimanche la zone maritime de la bande de Ghaza, empêchant ainsi les pêcheurs de sortir en mer, après des tirs de roquettes et l'envoi de ballons incendiaires depuis l'enclave palestinienne vers Israël.

La zone maritime a été immédiatement et jusqu'à nouvel ordre fermée en réponse à la poursuite de l'envoi de ballons incendiaires et au tir de roquettes depuis la bande de Ghaza vers le territoire israélien, a indiqué dans un communiqué le Cogat, organe israélien relevant du ministère de la Défense qui est chargé des opérations civiles dans les Territoires palestiniens. Israël impose un strict blocus terrestre, maritime et aérien à l'enclave palestinienne de deux millions d'habitants contrôlée par le mouvement Hamas depuis plus d'une décennie. L'État hébreu avait déjà réduit mercredi – de quinze à huit milles nautiques – la zone de pêche autorisée à Ghaza en réaction à l'envoi de ces ballons dont certains sont à l'origine de départs d'incendies dans le sud d'Israël, 19 pour la seule journée de samedi, selon les services des pompiers et de secours israéliens. Au cours de la dernière semaine, l'armée israélienne a mené plusieurs frappes nocturnes contre des prétendues positions du Hamas.

R. I.

Attaque terroriste contre un hôtel à Mogadiscio (Somalie)

15 morts, dont cinq assaillants

Les forces de sécurité somaliennes ont mis fin dimanche à un siège de près de cinq heures par des terroristes du mouvement Shebab dans un hôtel en bord de mer de la capitale somalienne, ont déclaré la police et un porte-parole du gouvernement. Au moins 15 personnes ont été tuées lorsque les assaillants ont envahi l'hôtel Elite, un nouvel établissement populaire auprès des jeunes de Mogadiscio, a déclaré un officier de police, le colonel Ahmed Aden. Les forces de sécurité ont par la suite mis hors d'état de nuire les cinq assaillants et secouru des dizaines de personnes retenues à l'intérieur de l'hôtel, a déclaré Ismail Mukhtar, porte-parole du ministère somalien de l'Information. L'attaque a débuté par l'explosion d'une voiture piégée près de l'hôtel Elite sur la plage du Lido, fréquenté par les dirigeants somaliens, puis des hommes armés ont investi l'établissement où des coups de feu ont été entendus. «Il y a eu l'explosion d'une voiture piégée ciblant l'hôtel Elite sur la plage du Lido» et «il y a des coups de feu importants à l'intérieur de l'hôtel», a déclaré Adan Ibrahim, officier de police dans la zone. En février 2019, une attaque de près de 24h avait fait au moins 20 morts à Mogadiscio. Un mois plus tôt, l'attaque d'un hôtel de luxe de Nairobi faisait 21 morts et démontrait la capacité des Shebab à agir en dehors des frontières somaliennes. Leur dernière action massive à Mogadiscio remonte à décembre 2019, quand l'explosion d'un véhicule piégé a tué 81 personnes, essentiellement des civils.

L'hôtel Elite en Somalie. (Photo : D. R.)

R. I.

Le chef de la diplomatie allemande à Tripoli

Mise en garde contre un «calme trompeur»

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, en déplacement lundi dans la capitale libyenne Tripoli, a mis en garde contre le «calme trompeur» qui règne actuellement dans le pays.

«Nous constatons actuellement un calme trompeur en Libye», a déclaré M. Maas lors d'une conférence de presse au côté de son homologue libyen, Mohamad Tahar Siala.

La visite surprise du MAE allemand à Tripoli intervient sept mois après la conférence internationale à Berlin (Allemagne) sur la Libye.

Neuf ans après la chute de l'ancien dirigeant Maamar El-Gueddafi, la Libye est toujours en proie aux violences : le pays est déchiré par un conflit entre deux autorités rivales : le GNA, dont le siège est à Tripoli, et les forces de Khalifa Haftar, soutenues par le parlement de Tobrouk à l'Est.

Selon M. Maas, «les deux parties et leurs alliés internationaux continuent d'envoyer des armes dans le pays (...)» et campent sur leurs positions en vue d'un cessez-le-feu durable.

La bataille s'organise désormais autour de la ville stratégique de Syrte, contrôlée par les forces de Haftar et située à mi-chemin entre Tripoli à l'ouest et Benghazi à l'est. Les deux camps ont déployé leurs forces autour de la ville. M. Maas s'est dit «favorable» à la création d'une «zone démilitarisée autour de Syrte» afin de trouver les «moyens de sortir de cette situation très dangereuse». Il a dit avoir évoqué cette possibilité avec le Premier ministre Fayez al-Sarraj et le ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha.

Après Tripoli, le chef de la diplomatie allemande se rendra aux Emirats arabes unis. Sur le dossier des migrants et de leurs conditions de détention, M. Maas a affirmé que «les réseaux de contrebande doivent être combattus efficacement».

«Depuis longtemps, nous appelons à la fermeture des centres de détention» et à l'installation des migrants dans les centres urbains, a-t-il déclaré.

De son côté, le ministre libyen des Affaires étrangères a de nouveau rejeté la mission navale de l'Union européenne «Irini» chargée de faire respecter l'embargo sur les armes en Libye, qui selon lui «ne s'adresse qu'au GNA pour le priver d'aides pour contrer l'agression».

L'opération Irini «ne surveille pas les arrivées d'armes et de mercenaires par voies aérienne, maritime et terrestre» au profit du maréchal Haftar, a-t-il accusé. Les ministres de la Défense qatari, Khalid bin Mohamed Al Attiyah et turc, Hulusi Akar, effectuaient lundi une visite à Tripoli dans le cadre des efforts visant à obtenir un cessez-le-feu en Libye, a rapporté lundi Reuters.

R. I.

Conférence nationale pour une économie nouvelle et plan de relance socio-économique

Analyser lucidement les sept impacts de l'épidémie du Coronavirus via la baisse du cours des hydrocarbures, sur l'économie algérienne

Professeur des universités, expert international Dr Abderrahmane Mebtoul

J'ai bien reçu une aimable invitation du Premier ministre en date du 14 août 2020 pour participer à la rencontre au plan de relance pour une économie nouvelle qui se tiendra le 19 août 2020 au Palais des nations, Alger, et qui rentre dans le cadre des instructions de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République. J'ai tenu à le remercier, néanmoins ne résidant plus à Alger, je ne peux honorer cette aimable invitation à laquelle j'ai été très sensible.

4.- Quatrièmement sur le déficit budgétaire où les prévisions de la loi de Finances complémentaire 2020 qui se fonde sur le prix fiscal de 30 USD et sur le prix de marché de 35 USD est le prix au-delà duquel, si cela se réalise, le surplus sera versé au Trésor public, dans le Fonds de régulation des recettes, le fait le plus important est la baisse des exportations d'hydrocarbures à 17,7 milliards de dollars, contre 35,2 milliards de dollars prévus dans l'ancienne loi de Finance. Le déficit budgétaire devrait atteindre -1 976,9 milliards de dinars, soit -10,4% du Produit intérieur brut (PIB) (contre -1 533,4 milliards de dinars, soit -7,2% du PIB dans la loi préliminaire). La balance des paiements enregistrant un solde négatif de -18,8 milliards de dollars, contre 8,5. Dans ce cadre, il faut éviter les utopies de la panacée de la finance islamique qui représente moins de 1% au niveau mondial, sa réussite reposant sur la visibilité de la politique socio-économique, la maîtrise de l'inflation liée à la cotation du dinar, et surtout de la confiance Etat-citoyens (voir notre interview mensuelle financière Le Capital.fr-Tv France 24 avec l'AFP du 13 août 2020)

5.- Cinquièmement, sur l'évolution des réserves de change qui ont évolué ainsi : - 1999 : 4,4 milliards de dollars, - 2005 : 56,2 milliards de dollars, - 2008 : 143,1 milliards de dollars, - 2009 : 147,2 milliards de dollars, - 2010 : 162,2 milliards de dollars, - 2011 : 175,6 milliards de dollars, - 2012 : 190,6 milliards de dollars, - 2013 : 194,0 milliards de dollars, - 2017 : 97,33 milliards de dollars, - 2018 : 79,88 milliards de dollars, - 2019 (avril) : 72,60 milliards de dollars fin 2019 : 62 milliards de dollars, - fin 2020, avant l'épidémie du coronavirus, les prévisions de la loi de finances complémentaire sont de 44,2 milliards de dollars contre 51,6 prévu dans la loi initiale. Le FMI avant la crise prévoyait 33,8 milliards de dollars fin 2020, le trésor français 36 milliards et fin 2021, début 2022, entre 12/13 milliards de dollars. Dans la loi de Finance préliminaire, alors que le niveau des réserves de change devrait reculer plus fortement que prévu d'ici à la fin 2020 pour atteindre 44,2 milliards de dollars contre une prévision initiale de 51,6 milliards de dollars. Mais tout dépendra à la fois des importations ne pouvant pas tout restreindre, quitte à étouffer tout l'appareil productif, produire plus au niveau interne fonction de la balance devises pour éviter l'expérience malheureuse des usines de montage de voitures et bon nombre d'autres projets «fictifs», lutter contre les surfacturations et une meilleure gestion interne. Sous réserve de ces conditions, les réserves de change pourraient être clôturées fin 2021 début 2022 entre 21/22 milliards de dollars. A court terme, si le cours moyen 2020 est d'environ 40 dollars en termes réel et le cours du gaz naturel supérieur à 5 dollars le MBTU qui a chuté de plus de 75% entre 2008/2020 (moins de 2 dollars le MBTU en juillet 2020), procurant selon le bilan de Sonatrach de 2019, environ 33% de ses recettes brutes, devant soustraire les coûts et la part des associés, et le manque à gagner de la réduction de la production décidée par l'OPEP pour l'Algérie d'environ 3 milliards de dollars en moyenne annuelle, au cours moyen de 40 dollars, les recettes fin 2020 devraient clôturer entre 21/22 milliards de dollars.

6.- Sixièmement sur le taux d'inflation qui influe sur le pouvoir d'achat compressé en Algérie par les transferts sociaux généralisées et non ciblées qui dépasse les 9% du PIB, dont l'indice se calcule par rapport à la période précédente. Ainsi un taux d'inflation faible en T1 par rapport à un taux d'inflation élevé par rapport à To donne cumulé un taux d'inflation élevé et se pose la question de l'évolution du salaire réel par rapport à ce taux cumulé. Le taux officiel été selon le site international financier Index Mundi de 1999 à fin 2019 de 89,5% évoluant ainsi : 1999, 4,2% - 2000, 2,0% - 2001, 3,0% - 2002, 3,0% - 2003, 3,5% - 2004, 3,1% - 2005, 1,9%- 2006, 3,0% - 2007, 3,5% - 2008, 4,5% - 2009, 5,7%, - 2010, 5,0% - 2011, 4,5% - 2012, 8,9% (après les augmentations de salaires) - 2013, 3,9% - 2014, 2,9% - 2015, 4,2% - 2016, 5,9% - 2017, 5,6% - 2018, 5,6% - 2019, 5,6%. Pour l'Algérie s'impose une révision de l'indice pour tenir compte de l'évolution des besoins nouveaux, où l'immatériel tend à prendre une proportion croissante et devant impérativement analyser les liens entre croissance, répartition du revenu national et modèle de consommation par couches sociales, un indice global ayant peu de signification.

7.-Septièmement, sur la cotation du dinar où la valeur d'une monnaie dépend avant tout du niveau de la production et de la productivité interne et la capacité d'un pays à pénétrer le marché international et où l'évolution du cours officiel du dinar est fortement corrélé aux réserves de change via les recettes d'hydrocarbures à plus de 70%. Pour la période 1970 à 1999, nous avons la cotation suivante avec une cotation administrative jusqu'à fin 1992 - 1970, : 4,94 dinars un dollar, -1990 : 12,02 dinars un dollar, -1991 18,05 dinars un dollar, -1994 : 36,32 dinars un dollar, -1995 : 47,68 dinars un dollar -1999 : 66,64 dinars un dollar. Pour la période de 2001 à fin juillet 2020, nous avons la cotation suivante : -2001 : 77,26 dinars un dollar 69,20 dinars un euro : -2005, 73,36 dinars un dollar, 91,32 dinars un euro : -2010, 74,31 dinars un dollar et 103,49 dinars un euro : -2015, 100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro : -2016 :100,46 dinars un dollar et 111,44 dinars un euro : -2017 : 110,96 dinars un dollar et 125,31 dinars un euro : - 2018 : 116,62 dinars un dollar et 137,69 dinars un euro : - 2019 :119,36 dinars un dollar et 133,71 dinars un euro :- 2 août 2020 :127,95 dinars un dollar et 150,93 dinars un euro. Tout dérapage du dinar par rapport au dollar et à l'euro permet d'augmenter artificiellement la fiscalité hydrocarbures (reconversion des exportation hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation (équipements, matières premières, biens finaux, montant accentué par la taxe à la douane s'appliquant à la valeur dinar, étant supportée en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité. Pour suppléer au déficit budgétaire, le recours à la planche à billets après l'épuisement du Fonds de stabilisation du pétrole (FRR) pour financer le déficit budgétaire, la Banque centrale a recouru à ce mécanisme de mi-novembre 2017 à avril 2019, ayant mobilisé 55 milliards de dollars, soit l'équivalent de 32% du PIB de 2018. Ce financement outre l'effet inflationniste, comme au Venezuela, favorise, contrairement à certains discours, la baisse la baisse des réserves de change puisque en mettant à la disposition de certaines entreprises des dinars, (70% des matières premières et des équipements des entreprises publiques et privées étant importées, le taux d'intégration ne dépassant pas 15/20%), ces dernières se porteront importatrices en devises en biens et services. En cas de baisse drastique des réserves de change à 10/12 milliards de dollars, qui tiennent la cotation du dinar algérien à plus de 70%, la Banque d'Algérie sera contrainte de dévaluer le dinar officiel à environ 200/220 dinars un euro avec une envolée du cours sur le marché parallèle, la cotation actuelle sur ce marché n'étant pas significative du fait de l'épidémie du coronavirus qui limite la demande, étant difficile de combler l'écart avec le marché parallèle, l'allocation de devises pour les ménages étant dérisoire.

8.-En conclusion, l'Algérie possède encore quelques leviers pour dépasser la situation actuelle, dont le stock de la dette extérieure au 1er janvier 2019 étant relativement faible, ayant atteint 5,710 milliards de dollars, selon la Banque mondiale, contre 5,707 milliards de dollars à fin 2017. Par contre la dette publique pourrait s'établir à 61% du PIB fin 2020 selon le trésor français, contre 36% en 2018 et 46,3% du PIB en 2019, d'autres estimations donnant 57% entre 2019/2021. Cela n'est pas propre à l'Algérie avec l'accroissement de la dette publique des Etats. Aussi, l'avenir de l'économie algérienne repose sur six paramètres stratégiques :

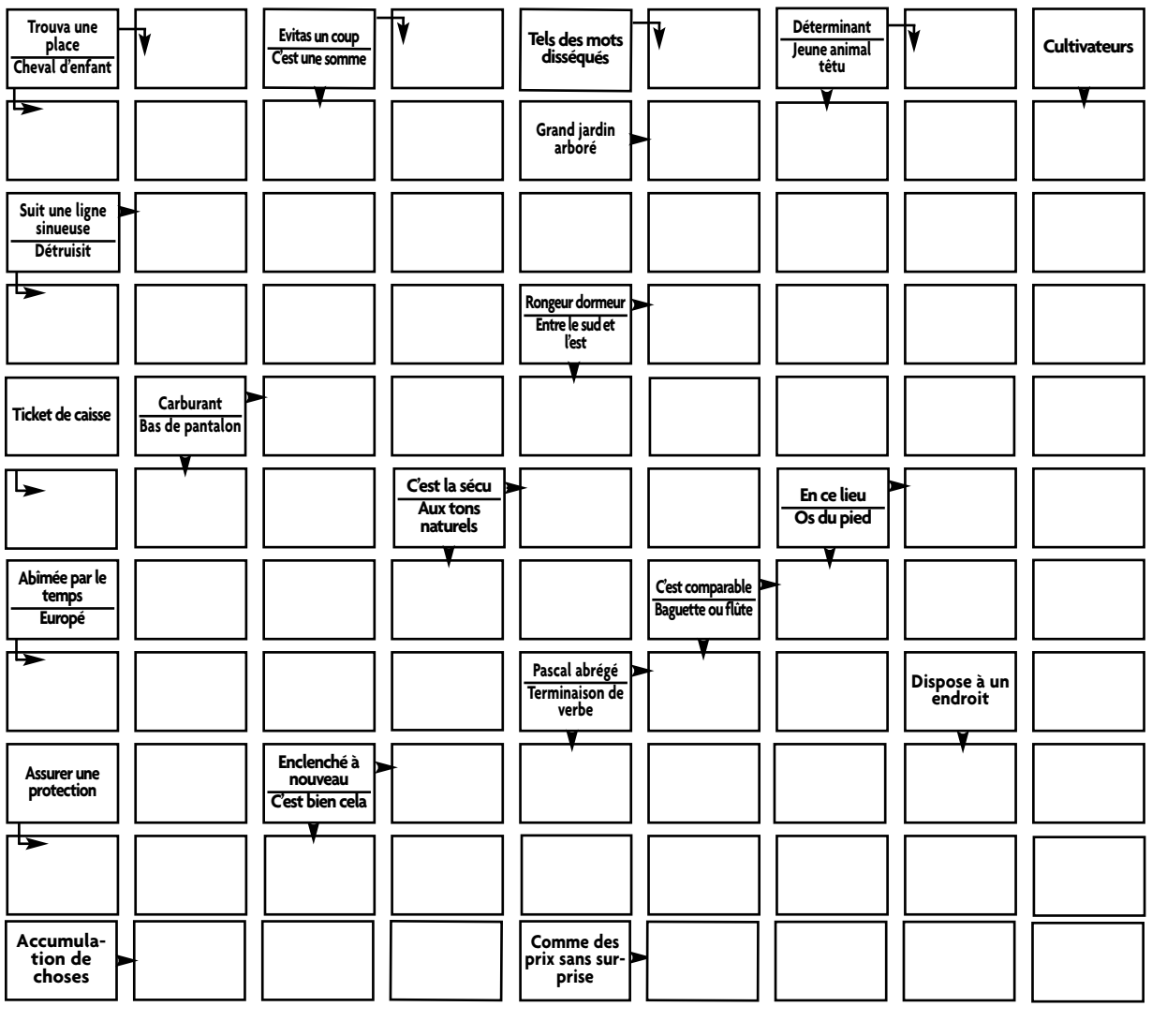
Premièrement sur la une plus grande cohérence des institutions centrales et locales par une dé-bureaucratisation, autour de cinq à six grands pôles régionaux, donc une véritable décentralisation qui paralyse les initiatives créatrices et non une déconcentration néfaste ; deuxièmement, la réforme urgente du système socio-éducatif, du primaire au secondaire et le supérieur y compris la formation professionnelle, le savoir pilier du XXIe siècle, le foncier et le système financier (douane, fiscalité, domaine, banques), lieu de distribution de la rente et enjeu énorme du pouvoir ; troisièmement, la maîtrise de la dépense publique, des coûts et la lutte contre les surfacturation et la corruption ; quatrièmement, à moyen et long terme l'économie est dépendante de la croissance hors hydrocarbures s'insérant dans le cadre de la quatrième révolution économique mondiale fondée sur la transition numérique et énergétique ; cinquièmement, la maîtrise de la pression démographique et de l'urbanisation pour un espace équilibré et solidaire ; sixièmement, entre 2020/2025, l'économie reposera encore pour longtemps sur le cours des hydrocarbures, impliquant un nouveau management de Sonatrach, expliquant l'audit exigé par le Président de la République.

Nous devons être réaliste devant évier les déclarations euphoriques sur le mythe de l'exportation des matières premières brutes dont les prix notamment du fer et du phosphate, nécessitant de lourds investissements exigeant un partenariat étranger, ont chuté depuis 10 ans d'environ 30/40%, procurant juste un profit moyen, et si les projets sont opérationnels 2022, le seuil de rentabilité ne sera atteint pas avant cinq à six ans. L'Algérie ne peut continuer à fonctionner entre le budget d'équipement et de fonctionnement, selon le FMI, à un cours variant entre 95/100 dollars le baril et donc a besoin d'une cohérence dans sa politique socio-économique (pour un bilan et les défis de l'Algérie face aux enjeux géostratégiques - interview 11 août 2018 American Herald Tribune USA, Dr Abderrahmane Mebtoul : «Algeria Still Faces Significant Challenges» et sur l'impact de l'épidémie du coronavirus sur les tensions sociales au niveau de l'économie mondiale American Herald Tribune février 2021 et Africa Presse Paris mai 2020). Pour se projeter sur l'avenir, l'Algérie nouvelle impose une nouvelle gouvernance, un langage de vérité, la moralité des gouvernants, de rétablir la confiance pour sécuriser son avenir, de s'éloigner des aléas de la mentalité rentière, de réhabiliter le travail et l'intelligence, de rassembler tous ses enfants et toutes les forces politiques, économiques et sociales, en tolérant les différentes sensibilités mais évitant la division sur des sujets secondaires. Il y va de la sécurité nationale.

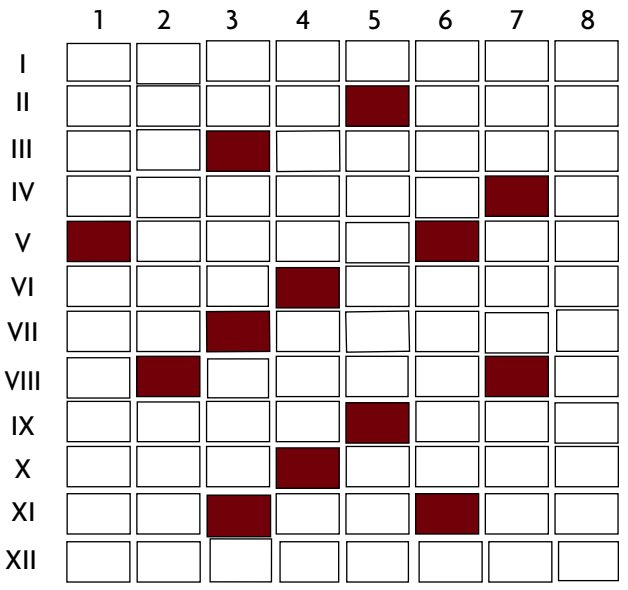
(Suite et fin)

A. M.

Mots fléchés



Mots croisés



HORIZONTALEMENT

I.Majora le prix.**II.**Ecale de noix. Trop long au tennis.**III.**Mention moyenne. D'apparence gracile.**V.**Chambres à louer.**V.**Prénom espagnol. Son premier sa fête.**VI.**Presque à l'est. Tel un tissu non traité.**VII.**Sorti du ventre. Embouchure du Rhône.**VIII.**Trouva une place.**IX.**Pays de Téhéran. On y est précisément.**X.**Sous nos pieds. Formation musicale.**XI.**Pris au piège. Note de musique. Abréviation sur une borne.**XII.** Paquets de feuilles.

VERTICALEMENT

1.Fait tomber l'arbre. Ensabler.**2.**Adaptée à la ville. Supplicia.**3.**Gigaoctet en abrégé. La page des grands titres. Amas de peau durci dans l'effort.**4 .**Grossier personnage. Grade sur un tatami. Il protège celui qui coud.**5.**Qui ont été désavantagées. Au lever du soleil.**6.**Moi et d'autres. Qui se comprend aisément.**7.**Envoie dans un autre monde. Le mécène en est un protecteur. Vêtement du marin pêcheur.**8.**Adoucissements.

Mot mystère

ADRESSE
AVANCER
BASE
BOTTE
BUTER
CARPE
CHEVILLE
DANSE
DEBOUT
DOS
EFFLEURER
EMPOIGNER
ENJAMBER
ENTORSE
ETENDRE
FRAPPER
GAUCHE
GELE
INFANTERIE
LIGNE
LINEAMENT
MARCHEPIED
MENOTTE
ONGULE
ORTHOPEDIQUE
PANARIS
PAS
PEDALER
PIAFFER
PINCE
PISIFORME
PRONATION
RACINE
REVERS
RIPATON
RUADE
SCAPHOIDE
SENESTRE
SERRER
SOUCHE
SUPINATION
TALON
TAPE
TREPIED
TREPIGNER
VALGUS
VOUTE

G	E	S	A	B	U	T	E	R	A	C	I	N	E	A	E
E	S	C	A	P	H	O	I	D	E	B	O	U	T	T	E
L	E	I	S	E	M	P	O	I	G	N	E	R	T	C	E
E	N	N	R	D	E	R	R	I	P	A	T	O	N	H	R
T	E	F	O	A	S	O	T	T	I	D	B	I	C	E	E
E	S	A	R	L	N	N	H	N	S	R	P	U	R	T	E
N	T	N	E	E	A	A	O	E	I	E	O	R	T	S	F
D	R	T	P	R	D	T	P	M	F	S	E	O	R	U	F
R	E	E	P	A	S	I	E	A	O	S	N	O	E	P	L
E	P	R	A	C	A	O	D	E	R	E	T	S	P	I	E
T	I	I	R	F	V	N	I	N	M	N	A	R	I	N	U
U	E	E	F	A	A	S	Q	I	E	G	P	E	G	A	R
O	D	E	L	O	N	G	U	L	E	I	E	V	N	T	E
V	R	G	A	U	C	H	E	V	I	L	L	E	E	I	R
R	U	A	D	E	E	N	J	A	M	B	E	R	R	O	I
S	O	D	M	A	R	C	H	E	P	I	E	D	S	N	E

Le mot manquant

Dans la citation suivante, un mot a été supprimé :

«La tentation la plus dangereuse : ne ressembler à .....».

Est-ce le mot :
A : Jamais ? B : Rien ? C: D'autres ?

(Proverbe Albert Camus)

Solutions du numéro 494

Mots fléchés

Horizontalement :
L - T - T - T - RASAIS - ER - CORRECTE - PARTITION - SASSENT - VA - REER - E - EPEE - GIS - ERE - STEM - ANE - USAT - AGACER - GO - ELU - CAEN.

Verticalement :
R - P - V - E - A - LACA - AERAGE - SORS - PENAL - TARTARE - ECU - IRISEES - E - TSETSE - TURC - CIERGES - A - TETON - IMAGE - RENTES - TON.

Mots croisés

Horizontalement :
NEGATIFS - EXAGEREE - P - RIRA - R - TEST - SPI - UT - EM - OE - NOCEUSE - EUH - LAMA - RACOLER - IDIOTE - R - VISES - SE - A - EU - OUT - NS - RACES.

Verticalement :
NEPTTUNE - IVAN - EX - ETOURDI - S - GARS - CHAISE - AGITEE - COEUR - TER - MULOTS - A - IRAS - SALE - OC - FE - POEME - SUE - SERIE - ARRETS.

Le mot manquant

«Toute faute qu'on fait est un cachot qu'on s'ouvre.»

(Proverbe Victor Hugo)

Mot mystère

INSECTARIUM

Programme

TF1

10.25 Demain nous appartient
11.00 Météo
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.45 Météo
13.40 Petits plats en équilibre : sur la route des vacances
15.35 Nos chers voisins
17.10 Petits plats en équilibre été
18.15 Nos chers voisins
20.00 Journal
21.05 Magnum

TV5MONDE

14.30 Meurtres à Collioure
19.05 Un si grand soleil
19.40 Tout le monde veut prendre sa place
20.30 Journal
21.00 Noir enigma
23.00 Chefs

Direct 8

11.00 Touche pas à mon poste !
15.35 Le grand bêtisier des animaux
16.40 Le grand bêtisier des animaux
18.25 TPMP : première partie
21.05 Star Trek : sans limites
23.25 The Punisher

France 2

16.20 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.05 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
19.15 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.45 Un si grand soleil
21.05 Nina
22.55 Nina
22.59 Nina
23.00 Nina

W9

16.00 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait
17.50 Moundir et les apprentis aventuriers
18.50 Les Marseillais vs le reste du monde
19.50 Les Marseillais vs le reste du monde
21.10 Pompéi
23.50 Bones

Tmc 4

16.30 Minikeums
18.00 Minikeums
19.00 Minikeums
21.00 Apocalypse
21.40 Apocalypse
22.45 Apocalypse

M6

13.50 Météo
13.50 Scènes de ménages
13.50 Piégée à 17 ans
15.50 Incroyables transformations
17.25 Les reines du shopping
18.30 La meilleure boulangerie de France
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le journal
20.25 En famille
21.05 Zone interdite
23.00 Zone interdite

CANAL+

16.00 Roubaix, une lumière
17.00 L'info du vrai
18.30 L'info du vrai
19.50 L'info du sport
19.51 La Gaule d'Antoine
20.21 Migraine
20.25 Groland le zapoï
20.45 Groland le zapoï
22.40 J'irai où tu iras

Ciné Frisson

15.14 Le petit lieutenant
18.49 Detectiveland
19.17 En coulisses Ciné+
19.23 Le guetteur
20.50 **The Renegade**
22.27 Rage

France 3

07.05 Garfield & Cie
07.10 Boule et Bill
07.55 Boule et Bill
08.15 Ça roule en cuisine
08.40 Chroniques d'en haut
09.45 Chroniques d'en haut
10.20 Paname
10.15 Ailleurs en France
10.55 Ensemble c'est mieux !
11.15 Rex
12.50 Image du jour
13.50 Rex
15.30 Rex
16.05 Un livre, un jour
16.40 Personne n'y avait pensé !
18.10 Questions pour un champion
18.40 Générations indépendance
18.45 Ma ville, notre idéal
19.00 Vu
19.20 Plus belle la vie
21.00 Météo des plages
21.05 Des racines et des ailes
23.00 Yiddish

Ciné Premier

19.12 Mon pire cauchemar
20.50 Opérations spéciales
20.51 **Les invisibles**
22.30 **Unknown Soldier**

France 5

14.55 Aliments ultra-transformés, le plein de chimie
15.55 24 heures dans la nature
16.50 Décollage pour l'Espagne

arte

20.50 Les routes de l'esclavage
21.40 Les routes de l'esclavage
22.35 Les routes de l'esclavage
23.30 Les routes de l'esclavage

TMC

17.30 Hercule Poirot
19.25 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien
21.05 Gims
23.30 Gims

Eurosport

15.20 Blegny - Erezée (197,8 km)
18.00 Quarts de finale
17.00 Daniil Medvedev / David Goffin
19.30 Blegny - Erezée (197,8 km)
21.00 6 Heures de Spa-Francorchamps
23.30 ERC All Access

Sélection

Ciné Premier - 2230
Unknown Soldier
Film de guerre de Aku Louhimies

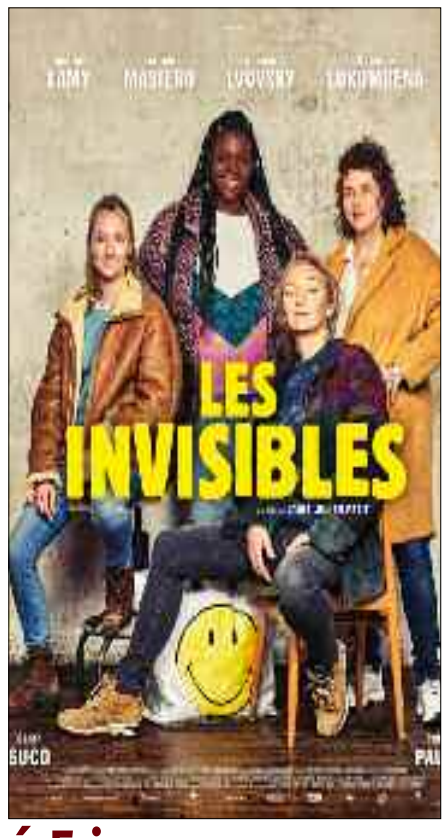
En juin 1941, la Finlande se retrouve prise en étau entre deux régimes répressifs et choisit de s'allier à l'Allemagne nazie pour lutter contre l'URSS, son éternelle rivale à l'est. Alors que la Seconde Guerre mondiale ravage l'Europe, un affrontement féroce contre l'occupation soviétique se déroule à l'extrême nord du pays.

Ciné Premier - 20.51
Les invisibles
Comédie dramatique de Louis-Julien Petit

Elles sont des dizaines, d'âge mûr, passées par la rue, la violence, la prison, accueillies à l'Envol, un centre de jour pour femmes SDF, qu'une mairie du Nord veut fermer. Audrey, Hélène, Manu, les travailleuses sociales du Centre veulent rapidement trouver du travail à «Lady Di», «Brigitte Bardot», «La Cicciolina».

Ciné Frisson - 20.50
The Renegade
Film d'aventures de Lance Daly

Irlande, hiver 1847. Martin Feeney, un ranger qui a combattu à l'étranger dans les rangs de l'armée britannique pendant des années, déserte pour retrouver les siens. À son arrivée sur l'île, il découvre que la population est décimée par une terrible famine.



CHRONIK
par Herbé

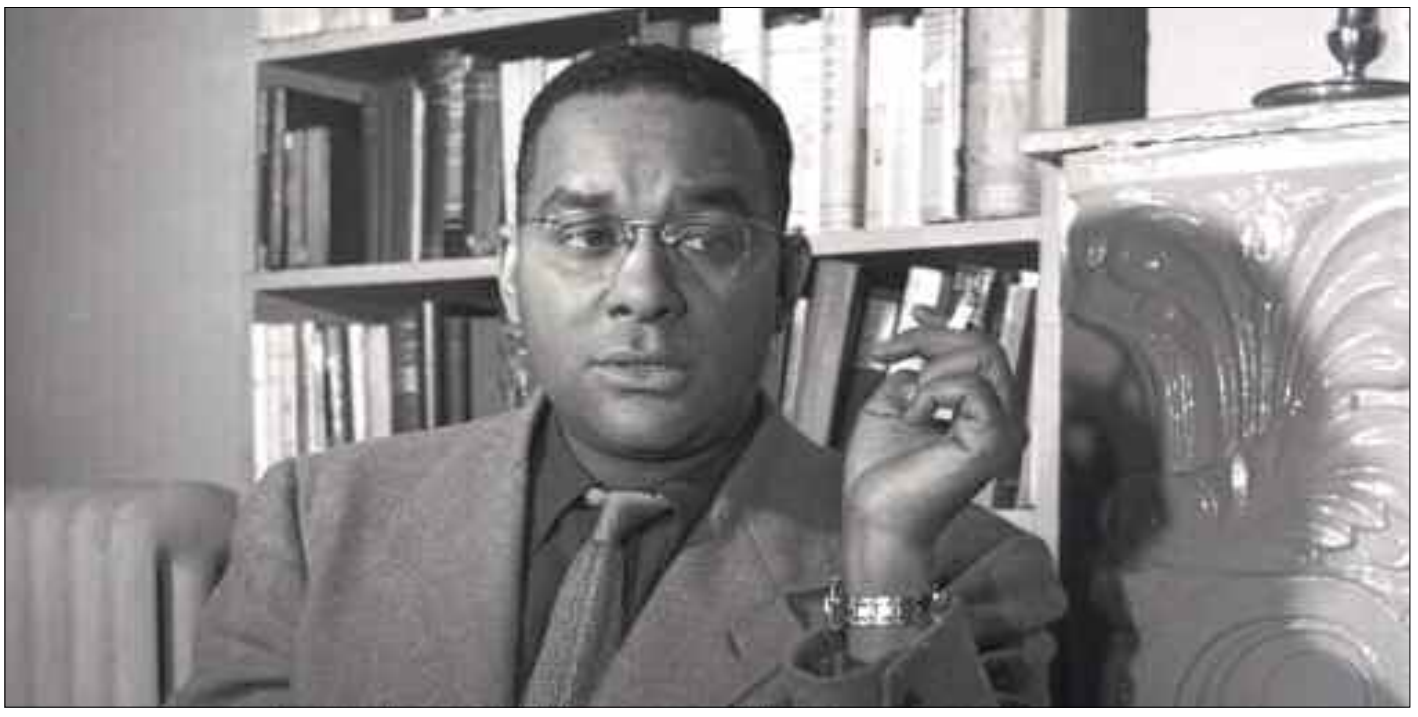
«TROLLEMENT» ORIGINAL !

André Ovredal fait parti de ces nombreux réalisateurs étrangers qui tentent leurs chances aux États-Unis afin de percer dans le cinéma. Réalisateur norvégien, il a constaté le succès grandissant de la saga «Cold Prey», ainsi que le cinéma horrifique scandinave qui est en total émancipation ces derniers temps. Il décide de réaliser un film avec les trolls comme sujet principal, des créatures fantastiques issues des montagnes et qui sont bel et bien la marque de fabrique des pays scandinaves. Les trolls... des créatures fantastiques souvent dérivées dans de nombreux films. Créatures Issues de cauchemars et autres histoires fantastiques, les trolls sont très méconnus du public. Dans ce film, le gouvernement norvégien cache ses créatures aux habitants, monte une organisation secrètement chargé d'endiguer toutes dérives des trolls, mais chargée également de les surveiller. Des étudiants décident de suivre l'un d'entre eux chargé d'étudier les trolls mais également de les tuer s'ils dépassent leurs réserves. On suit alors cette bande à travers l'objectif de la caméra. Car oui ce film est tourné en caméra subjective, oui cela est une excellente idée, et non la caméra ne vacille pas dans tous les sens. Tourné de cette manière, on se prend directement au jeu sans se demander s'il s'agit ou non d'un réel documentaire. On voyage au cœur de la Norvège sauvage. Car si vous voulez voyager, ce film s'occupera sans le moindre problème de vous faire visiter la Norvège sauvage et forestière. On nous offre des plans magnifiques de rochers, d'éboulis, de forêt, de cascades, plaines... Un régal pour les yeux. De ce fait, on se croit vraiment dans un documentaire, faux bien entendu, car le réalisateur mêle voyage et terreur, nature et destruction mais également les trolls et leurs environnements anodins. Et les trolls dans tout ça ? On en voit pas mal, des grands, des petits, des solitaires et des meutes, des vieux et des jeunes... Certains explosent au contact de la lumière tandis que d'autres se transforment en pierre. La façon de nous présenter les trolls, leur anatomie, cycle de vie, de mort, leur gestation et reproduction, leurs différents habitats, leur société... Tout cela participe à l'ambiance documentaire de ce film. Enfin, on pourra saluer les efforts faits par le réalisateur pour rendre le tout crédible, notamment par le biais d'effets spéciaux qui, même s'ils sont pratiquement tous filmés dans le noir, restent de très bonne qualité. Un régal je vous dis !

Portrait de Richard Wright

Une figure littéraire engagée, anti-raciste et anti-coloniale

→Premier auteur noir américain à publier des romans à succès dans le monde entier, Richard Wright est un intellectuel politiquement engagé qui a farouchement combattu le racisme américain afin de «rassembler deux mondes, celui des blancs et celui des noirs, afin de n'en faire plus qu'un».



Richard Nathaniel Wright est né à Natchez, dans le Mississipi le 4 septembre 1908, puis passe son enfance à Jackson. Sa naissance dans une ville qui s'est longtemps enrichie grâce au commerce triangulaire et était devenue au 19e siècle le deuxième plus grand marché aux esclaves du sud des États-Unis, lui qui est un petit-fils d'esclave est très symbolique. Très tôt, son père, un métayer alcoolique abandonne sa femme, une jeune cuisinière devenue institutrice de village, son fils et sa fille. Toute la journée, le jeune Richard se retrouve donc à errer aux côtés des ouvriers noirs qui se saoulent dans les bars et s'amusent à lui apprendre les pires insanités. Après avoir fréquenté une école adventiste puis une école publique, à 17 ans, Richard quitte sa mère pour Memphis où il multiplie les petits emplois pendant deux ans, dans un hôtel, un cinéma ou une entreprise d'optique. C'est à cette époque qu'il découvre dans une bibliothèque de quartier les œuvres de Shakespeare, de Victor Hugo, d'Edgar Poe ou de Melville. Et c'est grâce à la complicité d'un jeune Blanc qui lui prête sa carte de lecteur que Wright peut alors emprunter des livres dans une bibliothèque qui ne prête qu'aux Blancs. C'est alors qu'il découvre et lit avec intérêt les romans et nouvelles de Henry Louis Mencken.

Celui que les Américains surnomment le «Sage de Baltimore» est un journaliste et critique littéraire de renom, connu surtout pour ses éditoriaux satiriques et ses critiques sociales acerbes. Richard Wright suit la voie de cet écrivain-journaliste en commençant à écrire des nouvelles, dont l'une est publiée en 1931, et en publiant quelques articles pour le *Daily Worker* et le journal *New Masses*. Wright dira de Mencken : «Il m'a appris ce qu'on peut faire avec des mots pour tourner en dérision les fausses valeurs et les absurdités qui nous entourent.»

En 1927, Richard Wright part pour Chicago et quitte ainsi le Sud ségrégationniste dans lequel son oncle a été assassiné et où il entendait tout le monde parlait autour de lui des lynchages réguliers. Plus tard, il écrira : «Je n'avais jamais été malmené par des Blancs, mais mes rapports avec eux étaient les mêmes que si j'eusse été lynché plus de mille fois». Il devient alors un simple employé d'un bureau de poste.

En 1935, Richard Wright bénéficie du soutien d'un projet du gouvernement fédéral américain, le Federal Writer's Project, piloté par l'agence qui est chargée de mettre en place le «New Deal» du président Roosevelt, la Work Projects Administration, et qui vise à soutenir les écrivains en pleine période de dépression économique. D'autres auteurs comme John Steinbeck ont également bénéficié de ces subventions qui auguraient les mesures du Federal One visant plus largement toute la création artistique.

Trois ans plus tard, après avoir déménagé à New-York, il fait alors publier ses nouvelles réunies dans le recueil Uncle Tom's Children et devient reporter et rédacteur en chef à Harlem pour le *Daily Worker*. Un an plus tard, ce premier livre lui vaut de recevoir la bourse «Guggenheim Fellowship», remise par la John Simon Guggenheim Memorial Foundation. Richard Wright peut alors envisager plus sereinement l'avenir et se consacrer pleinement à l'écriture de son premier roman. En 1939, il se marie avec une danseuse new-yorkaise blanche et divorce peu de temps après.

Un écrivain engagé

Richard Wright a été membre du Parti communiste américain. En 1941, il se remarie avec Ellen Poplar, une Américaine blanche et juive, membre du Parti communiste, avec qui il aura deux filles. Il fréquente également les cercles littéraires de la gauche américaine, notamment le John Reed Club. Or, cet engagement lui a valu beaucoup de problèmes dans les années 1950, lorsque l'Amérique maccarthiste se livrait à une véritable «chasse aux sorcières». Il est d'ailleurs inscrit sur la liste noire du cinéma.

En 1977, le livre posthume American Hunger est publié. L'auteur y raconte ses tensions avec le Parti communiste et son éloignement à la fin des années 1940. Refusant de s'engager dans l'armée, il avait notamment été critiqué pour son anti-patriotisme et avait alors critiqué le dogmatisme du Parti à qui il reconnaissait pourtant le mérite de l'avoir «sorti du ghetto». Wright résume ce refus d'intégrer l'armée par cette phrase puissante : «On nous demande de mourir pour une liberté que nous n'avons jamais eue.»

Enfin, Wright était hostile au soutien du Parti aux politiques de Roosevelt au nom de la «lutte commune» contre l'Allemagne nazie et farouchement opposé à l'adoption d'une nouvelle position qui menait le Parti à une faiblesse des critiques contre le racisme et le ségrégationnisme. En 1949, il fait paraître un ouvrage anti-communiste qui lui vaut d'être invité au Congrès pour la liberté culturelle. Mais Wright décline l'invitation, suspectant la CIA et le FBI, qui surveillent depuis 1943 cet «élément subversif», d'être liés à l'organisation de l'évènement.

L'exil en France

Richard Wright décide alors de quitter les États-Unis pour vivre en France, le pays des écrivains dont il affectionne tant les œuvres, le pays qui offrirait à sa fille Julia un climat moins hostile. Il écrit alors : «De ma vie je n'ai rien fait que ressentir et cultiver mes sentiments ; de leur vie ils n'ont rien fait qu'aspirer à des buts mesquins, aux triviales récompenses matérielles de la vie américaine. Nous partagions la même langue, mais mon langage était différent du leur.» À Paris, il rencontre Paul Éluard, André Breton, André Gide, Albert Camus ou Jean-Paul Sartre avec qui il devient ami. Sa femme, Ellen, devient alors l'agent littéraire de Simone de Beauvoir. Mais surtout, il trouve enfin la liberté de décrire l'Amérique raciste et ségrégationniste qu'il n'a eu de cesse de dénoncer, notamment en 1940 avec son roman Native Son qui raconte l'histoire de Bigger Thomas, un jeune noir Américain qui veut échapper à sa condition et finit par tuer la jeune femme blanche et riche tombée amoureuse de lui. Le roman connaît alors un succès inédit pour un auteur noir et se vend à plus de 250 000 exemplaires en six semaines. Tout le monde décrit alors Wright comme le nouveau «Dickens noir».

Mais nombreux sont les Américains Blancs qui critiquent la violence du roman et les Américains noirs qui craignent finalement que ce livre, qu'ils jugent trop caricatural et pessimiste, ne fasse que renforcer les préjugés raciaux. Wright, lui, n'envisage pas son personnage comme un être noir, mais le décrit plutôt comme un être devenu violent dans une société capitaliste qui pousse les individus, noirs ou blancs, dans leurs derniers retranchements. Toujours est-il que ce roman a inspiré de nombreux leaders noirs luttant pour les droits civiques aux États-Unis. En 1951, le réalisateur français Pierre Chenal décide d'adapter au cinéma cette œuvre et c'est finalement Richard Wright lui-même qui interprète son personnage. L'engagement de Wright et sa lutte contre l'oppression mentale et physique suscitée par le racisme américain sont flagrants dans toute l'œuvre de celui qui considérait que «les mots peuvent être des armes contre l'injustice». En 1945 paraît son roman autobiographique Black Boy dans lequel il raconte son enfance et sa situation de jeune enfant noir dans le sud du pays, mais aussi ses tensions avec sa mère qu'il juge trop proche de la mouvance protestante de l'Église adventiste née dans le Michigan. En 1957, ce sont ces conférences données dans toute l'Europe qui sont publiées sous le titre évocateur White man, listen ! En 1989, paraît enfin Fishbelly, un autre roman qui traite des problèmes de racisme dans l'Amérique des années 1950. L'auteur s'est également illustré par son œuvre poétique. C'est ainsi qu'en 2009 paraît en France Haiku, cet autre monde (initialement «Savage Holiday»), un recueil qui comprend 817 haïkus parmi les presque quatre mille qu'il a écrit durant sa vie. En 1947, Richard Wright obtient la nationalité française et voyage en Asie et en Afrique. Il tire de ses voyages plusieurs écrits et réflexions sur la place du Tiers-Monde et sur la libération des peuples colonisés. En 1952, il part en Gold Coast pour rencontrer Kwame Nkrumah qui réclame la fondation d'un État indépendant du Ghana. En 1955, il participe ensuite à l'historique conférence des Non-Alignés à Bandung et écrit un rapport intitulé «Le rideau de couleur».

À Paris, il rencontre des auteurs noirs-américains exilés comme James Baldwin ou Chester Himes. Le FBI le suit jusqu'en France, l'inscrit au National Security Index et fait tout pour faire naître des tensions entre Wright et Baldwin. Un journal américain écrit : «Le venin de Wright, débité sans cesse par les expatriés aux terrasses des cafés et par des années de gros titres sur les lynchages, est parvenu à empoisonner la pensée européenne au sujet des problèmes raciaux aux États-Unis».

Manifeste pour l'indépendance de l'Algérie

Son amitié avec Sartre et ses rencontres avec des auteurs du courant existentialiste lui inspirent en 1953 le roman The Outsider («Le transfuge»). Même s'il s'y était refusé au début de son exil français pour ne pas être expulsé, il participe aux côtés de Camus et Sartre à des manifestations pour la libération de l'Algérie française. Richard Wright est donc bien conscient de vivre dans un pays qui lui offre la liberté d'expression mais dont il condamne la posture colonialiste. En 1960, il envisage d'ailleurs d'aller vivre à Londres. Richard Wright, qui a connu les brimades racistes, les souffrances de la précarité et a combattu avec ses armes pour la dignité et la liberté de tous les pays colonisés de la planète, donne le 8 novembre 1960 une conférence dans laquelle il explique comment les services secrets américains bâillonnent les artistes noirs. Il décède quelques semaines plus tard, le 28 novembre, d'une crise cardiaque et est enterré au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

H. B.

beauté

Quels sont les bienfaits du gingembre sur les cheveux ?

Exhausteur de goût en cuisine, le gingembre est aussi capable de donner un coup de pep's à notre beauté notamment à nos cheveux. Zoom sur ses bienfaits.

Faire pousser ses cheveux avec une cure au gingembre

Vous avez tout essayé pour booster la croissance de vos cheveux ? Et si vous testiez la cure de gingembre ? En irritant légèrement le cuir chevelu, le gingembre va augmenter l'afflux sanguin au niveau du cuir chevelu, provoquant une accélération de la pousse des cheveux ! En pratique, on utilise des racines de gingembre frais, épluchées et coupées en petits morceaux que l'on passe dans un extracteur de jus (si on n'en a pas, on broie le plus finement possible puis on filtre pour récupérer le jus) avant de l'appliquer directement sur le cuir chevelu en massant bien. On laisse poser 1 h avant de rincer. Pour observer les résultats de cette cure, on recommande 2 applications par semaine pendant 1 mois. Evidemment, il ne s'agit pas d'une solution miracle mais les résultats sont tout de même appréciables. Mais prudence, cette mixture maison n'est pas recommandée pour les personnes ayant un cuir chevelu sensible ou souffrant de psoriasis, d'eczéma ou de dermatose !

Le gingembre pour purifier le cuir chevelu

Parce qu'on a des pellicules, que les particules de poussières s'y déposent ou simplement qu'on a des démangeaisons, on est souvent en quête de soins purifiants pour les cheveux. Et on ne le sait que trop bien : avoir une chevelure resplendissante est aussi une question de cuir chevelu sain. C'est justement à ce niveau qu'on a intérêt à profiter de l'action du gingembre. L'huile essentielle qui en est extraite aide en effet à contrôler les excès de sébum et contribue à rétablir l'équilibre du cuir chevelu !

Des cheveux plus forts et sains grâce au gingembre

L'afflux sanguin au niveau du cuir chevelu stimule la croissance des cheveux mais améliore aussi leur qualité. Résultat ? En irritant légèrement le cuir chevelu, le gingembre va rendre les cheveux plus forts et plus sains, d'où sa présence dans des soins capillaires ayant cette visée.

Météo

Mercredi 19 août : 31°C

Dans la journée :
Ciel dégagé
max 31°C ressentie 24°C
Vent modéré de sud

Dans la nuit :
Partiellement nuageux
23°C ressentie 20°C
Vent modéré d'ouest

Alger :
Lever du soleil : 05:46
Coucher du soleil : 19:42

Santé

La curcumine : un antioxydant et un anti-inflammatoire très puissant

Le curcuma est une épice très populaire, mais connaissez-vous la curcumine, son principe actif principal ? De nombreuses études ont démontré que ce composé naturel est un puissant antioxydant et qu'il possède des propriétés anti-inflammatoires.

Qu'est-ce que la curcumine ?
La curcumine (ou diféruloylméthane) est le pigment principal du curcuma : c'est elle qui lui confère sa couleur jaune/orangée. Le curcuma est lui-même une épice issue du rhizome d'une plante herbacée. Originaire notamment de l'Inde, du Bengladesh et du Sri Lanka, le curcuma entre dans la composition de nombreux mélanges d'épices, comme le curry, le ras-el-hanout, le colombo et l'amok et il est très apprécié de l'Ayurveda, la médecine indienne traditionnelle. Les vertus de cette épice trouvent essentiellement leur source dans son principe actif majoritaire : la curcumine.

Les bienfaits de la curcumine
Le rhizome du curcuma contient de nombreuses substances actives, que l'on regroupe sous le nom de curcuminoïdes. Parmi elles, c'est la curcumine qui prédomine puisqu'elle constitue près de 90% de ces composés.
La curcumine est exceptionnellement riche en substances antioxydantes, efficaces pour lutter contre les radicaux libres responsables du vieillissement cellulaire. En plus d'être un antioxydant très puissant, la curcumine possède des propriétés antibactériennes, anti-inflammatoires et antiseptiques.

Parmi ses principales propriétés, la curcumine :
- prévient efficacement le cancer
- apaise les douleurs articulaires, les rhumatismes et l'arthrite
- stimule le système immunitaire
- soulage les troubles de la digestion et les ulcères de l'estomac
- permet de faire baisser le taux de cholestérol
- peut aider à soigner les rhumes, la grippe et la toux.

Des études ont également démontré que la curcumine serait bénéfique pour la mémoire et efficace pour la prévention et le traitement de la maladie d'Alzheimer.

Recette du jour

TAJINE DE KEFTAS AUX ŒUFS

INGRÉDIENTS
- 6 œufs
- 1 kg de viande hachée
- 500 g de tomates
- 250 g d'oignons
- 4 cuillères à café de tomate concentrée
- 1 cuillère à café de cumin
- 1 cuillère à café de paprika doux
- 1 pincée de poivre blanc
- 1 pincée de gingembre
- 1 pincée de safran
- 1 pincée de cannelle
- 1 pincée de sel
- 2 cuillères à café de persil ou de coriandre
- 10 cl d'huile d'olive
- 20 cl d'eau

PRÉPARATION
Préparer les ingrédients : saler la viande, façonner des boulettes de taille identique pour un temps de cuisson homogème. Lors de mon voyage, les Marocains parfumaient la viande à l'aide de ras-el-hanout. Couper en dés les tomates et les oignons. Ciseler grossièrement le persil ou la coriandre. Mettre l'ensemble des épices dans le tajine, cumin, paprika, poivre blanc, gingembre, safran, cannelle, sel. Ajouter le persil, 4 cuillères à café de tomate concentrée. Ajouter les tomates et les oignons. Puis ajouter 10 cl d'huile d'olive et 20 cl d'eau. Couvrir et laisser mijoter 5 minutes à feu vif. Après 5 minutes, ajouter les boulettes de viande, couvrir puis laisser cuire 20 minutes à feu moyen. Ouvrir puis casser 6 œufs. Couvrir à nouveau puis laisser mijoter à feu vif.

Horaires des prières

Mercredi 29 dhou el qada 1441 :
19 août 2020
Dhor 12h50
Asser 16h42
Maghreb 19h42
Icha 21h52

Jeudi 30 dhou el hidja 1441 :
20 août 2020
Fedjr 03h38

numéros utiles

SANTÉ

Samu :
021.67.16.16/67.00.88
CHU Mustapha :
021.23.55.55
CHU Ben Aknoun :
021.91.21.63
CHU Beni Messous :
021.93.11.90
CHU Baïnem :
021.81.61.13
CHU Kouba :
021.58.90.14
Ambulances :
021.60.66.66
Dépannage Gaz :
021.68.44.00
Dépannage Electricité :
021.68.55.00
Service des eaux :
021.58.32.32/58.37.37

SÉCURITÉ

Protection civile :
021.61.00.17
Sûreté de wilaya :
021.63.80.62
Gendarmerie :
021.62.11.99/62.12.99

ADRESSES UTILES

Aéroport Houari-Boumediene
021.54.15.15
Air Algérie (Réservation)
021.28.11.12
Air France :
021.73.27.20/73.16.10
ENMTV :
021.42.33.11/12
SNTF :
021.76.83.65/73.83.67
SNTR :
021.54.60.00/54.05.04
Hôtel El-Djazaïr :
021.23.09.33/37
Hôtel El-Aurassi :
021.74.82.52
Hôtel Hilton :
021.21.96.96
Hôtel Sofitel :
021.68.52.10/17
Hôtel Sheraton :
021.37.77.77
Hôtel Mercure :
021.24.59.70/85

Basket-ball

Le Cinq national en stage en septembre

→L'équipe nationale de basket-ball seniors messieurs, inactive depuis janvier dernier, reprendra du service en septembre prochain, avec le déroulement d'un stage préparatoire, prévu à Annaba, en vue de la 2e phase des qualifications pour l'AfroBasket 2021 en novembre, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB).

Faid et son équipe sont à l'arrêt depuis janvier dernier. (Photo › D. R.)

«Au cours de la réunion tenue dimanche entre le directeur technique national et le directeur général des Sports du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), il a été question d'aborder la reprise des entraînements. Au vu des prochaines échéances, nous avons pris la décision de programmer un stage pour l'équipe nationale, probablement à Seraïdi (Annaba), en prévision du 2e tournoi qualificatif au Mali», a indiqué à l'APS le président de la FABB Rabah Bouarifi, soulignant que la sélection des U18 «est également concernée par un stage à cette date».

L'ensemble des activités sportives sont suspendues depuis le 16 mars dernier, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

«Avant d'entamer leur stage, les joueurs de la sélection seront regroupés au centre de Souidania pour subir des tests de dépistage du Covid-19. Les athlètes testés négatifs rallieront Annaba, alors que ceux testés positifs seront appelés à observer une période de confinement», a-t-il ajouté.

Le patron de la FABB a reconnu que le Cinq national «aura du mal à se préparer convenablement d'ici novembre prochain, en l'absence de matches amicaux, et la longue période d'inactivité causée par la pandémie. Je souhaite que Fiba Afrique revoit le calendrier et décale le tournoi prévu au Mali à 2021».

En cas de qualification, l'équipe nationale algérienne jouera un dernier tournoi qualificatif en février 2021, avant la phase finale de l'AfroBasket, prévue à Kigali (Rwanda) du 24 août au 5 septembre.

Par ailleurs, la FABB a demandé au MJS une dérogation pour permettre au GS Pétroliers «de reprendre les entraînements en vue de sa participation à la saison régulière de basket-ball Africa League», prévu initialement en mars dernier, mais reportée au début de l'année prochaine en raison de la pandémie du Covid-19. La direction générale des sports du MJS a entamé dimanche une série de discussions avec les différentes fédérations sportives, en vue de la reprise des entraînements.

A travers cette démarche initiée sur instruction du ministre de la Jeunesse et des Sport Sid Ali Khaldi, le MJS compte prendre le dossier à temps en attendant le feu vert des autorités compétentes pour la reprise des activités sportives et la réouverture des différentes installations sportives (stades, salles OMS, piscines...)

R. S.

JS Kabylie

La reprise fixée au samedi 29 août

→La JS Kabylie reprendra du service le samedi 29 août avec le début du stage préparatoire en vue de la saison 2020-2021, a annoncé lundi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football sur sa page officielle Facebook.

La décision a été prise lors d'une réunion de travail, tenue au siège du club, ayant regroupée l'ensemble des staffs. «L'ordre du jour a porté sur plusieurs points liés à la vie du club, notamment la préparation de la saison 2020-2021», précise la même source. La formation kabyle a terminé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), à la 4e place au classement avec 36 points, à quatre longueurs du CR Belouizdad, désigné à titre exceptionnel champion d'Algérie.

«Un débat fructueux et sincère a été ouvert et chacun a eu l'occasion d'exprimer son point de vue sur les sujets abordés : organisation, les effectifs seniors et jeunes, les équipements, la désinfection de la résidence, la boutique, le cercle du club, et la communication. A l'issue de cette rencontre, plusieurs décisions ont été prises, entre autres, une prise de contact avec les joueurs fixée au 27 août et le début du stage le 29 du même mois», souligne le communiqué. Par ailleurs, la JSK a annoncé l'engagement du jeune défenseur Kerroum Ahmed (20 ans), en provenance de l'ASM Oran (Ligue 2), pour un contrat de trois saisons.

Qualifié d'«une véritable perle, et un des espoirs du football national», Kerroum, passé par les différentes sélections jeunes, rejoint les autres nouvelles recrues estivale de la JSK, à l'image de (RC Kouba), Lyes Fayçal Haddouche (CRB Dar El-Beïda), et Juba Aguieb (ES Ben Aknoun).

En recrutant des joueurs de différents paliers, la JSK semble être le club le plus actif sur le marché des transferts par rapport aux autres pensionnaires de l'élite.

La période des transferts d'été s'est ouverte officiellement mercredi 5 août et s'étalera jusqu'au 27 octobre, alors que la date du coup d'envoi de la saison 2020-2021 n'a pas encore été arrêtée. ■

Convention tripartite

L'ESS signera prochainement avec un cabinet d'expertise et la DCGF

→L'ES Sétif (Ligue 1) signera dans les prochains jours la convention tripartite avec le cabinet d'expertise «Kaizen Academy» et la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football (FAF), a annoncé lundi un communiqué de FAF. Cette décision a été prise, lors de la rencontre, tenue dimanche au siège de la FAF à Dely-Ibrahim (Alger), regroupant le président de la FAF, Khireddine Zetchi, les dirigeants de l'ESS, emmenés par le président de la SSPA «Blacks Eagles», Azzedine Arab et le président du directoire du club, Djaber Zeghlache.

«Au cours de la séance de travail, plusieurs sujets ont été abordés et des éclaircissements ont été données aux dirigeants de l'Entente en ce qui concerne la démarche entreprise par la FAF, par le biais de la DCGF, pour accompagner les clubs professionnels à se mettre à niveau, notamment sur le plan du management», a indiqué le communiqué de l'instance fédérale.

La situation financière du club de la capitale des hauts plateaux, les dernières décisions du bureau fédéral et les perspectives liées à la prochaine saison 2020/2021 ont été également au menu des discussions entre le premier responsable de la FAF et les dirigeants Ententistes, dans une ambiance apaisée et cordiale.

La réunion a vu la présence du secrétaire général de la FAF, Mohamed Saad et le premier responsable de la Direction de contrôle de gestion et des finances des clubs professionnels (DCGF), Réda Abdouche. Sept clubs de la Ligue 1 ont signé jusque-là la convention tripartite. Il s'agit du MC Alger, du CR Belouizdad, de l'AS Aïn M'lila, du NC Magra, de l'USM Bel-Abbès, du Paradou AC et récemment de l'USM Alger. ■

CHAN-2022

Le tournoi fixé du 10 juillet au 1er août 2022 en Algérie

→Le championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2022, compétition réservée aux joueurs locaux, se jouera du 10 juillet au 1er août en Algérie, a appris l'APS lundi auprès d'une source autorisée. La date du déroulement de la 7e édition du CHAN a été programmée à cette période, histoire de ne pas coïncider avec la 19e édition des Jeux méditerranéens, qui se tiendra du 25 juin au 5 juillet 2022 à Oran, précise la même source.

Pour préparer cette importante échéance footballistique, une réunion de travail s'est tenue lundi entre le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), représentée par le directeur général des sports (DGS), Nadir Belayat, une délégation de la Fédération algérienne (FAF), ainsi que les directeurs de la jeunesse et des sports (DJS) des villes hôtes du tournoi : Alger, Oran, Annaba et Constantine.

Un appel d'offres a été lancé pour des travaux de réaménagement et de réhabilitation des différents stades devant abriter la compétition, selon le cas de chaque enceinte, souligne la même source. Pour rappel, le CHAN-2020, qui devait se dérouler en avril dernier au Cameroun, a été repoussé à janvier 2021, en raison de la pandémie de nouveau Coronavirus (Covid-19).

La CAF avait attribué en septembre 2018 à l'Algérie l'organisation du CHAN-2022, suite à la candidature déposée par la FAF au niveau de l'instance africaine en mai de la même année. ■

EN DEUX MOTS

Paradou AC : le Portugais Francisco Alexandre Chalo quitte la barre technique

L'entraîneur portugais Francisco Alexandre Chalo, a quitté la barre technique du Paradou AC, suite à la décision du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football de ne pas prolonger son contrat, a appris l'APS lundi auprès du club algérois. Arrivé en 2018 en remplacement de l'Espagnol Josep Maria Nogués, Francisco Alexandre Chalo (56 ans) aura ainsi passé deux saisons avec le PAC, marquées notamment par une participation en phase de poules de la Coupe de la Confédération (CAF) lors de la précédente édition. Selon la même source, la direction du Paradou, devenue un exemple dans le domaine de la formation, est en contact avec un entraîneur français qui a déjà exercé en Algérie. Le PAC a terminé la saison 2019-2020, suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), à la 10e place au classement en compagnie de l'USM Bel-Abbès avec 26 points chacun.

LA NR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1er-Mai - Alger.
Tél. : 021 67.10.44/67.10.46
Fax : 021 67.10.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**
Directeur commercial : **Ouahid Kouba**.
Composition **PAO** *La Nouvelle République* Impression Alger : **SIMPRAL**.
Tirage : **2500** exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.
Diffusion centre : **SEDICOM**.
Ouest : **SPDO**. Est : ***El Khabar***. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 67.10.72. Fax : 021 67.10.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

sport

en direct
Basket-ball
Le Cinq national en stage en septembre

le match à suivre
CHAN-2022
Le tournoi fixé du 10 juillet au 1er août 2021 en Algérie

football
JS Kabylie
La reprise fixée au samedi 29 août

Ali Fergani :

«Pourquoi nos voisins et pas nous ?»

➔Il y a une prise de conscience qui se manifeste quotidiennement autour de l'avenir du football, notamment chez les anciens internationaux. Vite exploitée par les médias qui démontrent que le football nécessite une autre forme de gestion participative. Des questions se bousculent, des préoccupations s'affichent et des interrogations se frayent une place dans cette forme de communication, voire d'interviews.

Ali Fergani, un homme ouvert à toute forme de discussions. (Photo › D. R.)

Ali Fergani, l'ancien capitaine d'équipe de la JS Kabylie, connu pour sa disponibilité et homme ouvert à toute forme de discussions, de débats et de confrontations d'idées et d'expériences, évoque cette semaine chez notre confrère de *Compétition* les sujets relatifs à la CAF, la Coupe d'Algérie et à la JSK de demain. Pour lui, il n'est pas normal que la Coupe d'Algérie qui est l'événement phare du championnat national de football, très attendu par tout le pays, n'aurait pas lieu cette année. Une absence qui laisserait, chez les supporters et les dirigeants, une amère réalité.

S'agissant du volet de la Coupe de la CAF, il s'est exprimé en des termes qui rejoignent ceux des fans du club de la Kabylie, l'inquiétude, voire la déception se font palpables et animent débats. Dans ses réponses «oui, la JSK devrait représenter l'Algérie en Coupe de la CAF, et je vais vous dire pourquoi. Les propositions ne sont pas très claires. Il est vrai que la Fédération s'appuie sur le Conseil scientifique pour envisager la suite. Mais, moi, je ne comprends pas une chose. En Tunisie et au Maroc, on joue, on aurait donc dû jouer aussi en Algérie, cela me semble clair. C'est anormal». Pas innovant dans ses propos, lui qui regorge d'expériences acquises tout au long de sa carrière sportive, décèle les faits qui froissent les avis des autres dirigeants. «Le fait d'avoir sondé les membres de l'assemblée générale pour décider du sort du championnat a été une bonne solution, cela a donné une couverture à la FAF. Mais pourquoi ne pas en avoir fait de même avec la Coupe d'Algérie ? On est toujours dans le bricolage».

Une autre question l'installe dans un élément qui est toute logique, tout se décide par les instances du pays.

«La Coupe d'Algérie n'a plus de goût»

«La Coupe d'Algérie dépend de la présidence de la République qui arrête la date de la finale…» A cette intégration, il répond «d'accord, mais jusqu'à quand va-t-on attendre ? A mon sens, comme on a opté pour l'arrêt du championnat, on doit en faire de même avec l'épreuve populaire» et de poursuivre «oui. S'il ne restait que la finale, cela ne poserait pas de problème, à la reprise du championnat, on la jouerait. Et encore, la FAF doit donner les noms des représentants algériens en Coupe d'Afrique avant le 31 août 2020. Donc, arrêtons tout simplement. De toute façon, même la Coupe d'Algérie n'a plus de goût, les décideurs doivent laisser la fédération faire son choix». Les choses se croisent, se mêlent et ne démêlent pas facilement dans cette gestion footballistique, font que les professionnels ont du mal à trouver les mots pour expliquer ou proposer des solutions. C'est ce que nous remarquons dans cette déclaration de Ali Fergani «après, on devra passer à une autre étape. Parce que, là, on ne sait même pas quand va reprendre le championnat. Comme il faut six semaines de préparation, cela va être un peu juste puisque les clubs sont à l'arrêt depuis longtemps».

La colère qui s'affiche chez les anciens joueurs, l'est aussi chez Fergani, notamment lorsqu'il évoque le travail fait ailleurs «oui, en plus les matches se jouent à huis clos, donc ça pose moins de soucis qu'au niveau des plages. Les championnats d'Allemagne, d'Espagne, d'Angleterre et d'Italie sont tous allés à leur terme et on a joué partout sans public. N'allons pas loin, regardons juste nos voisins. Les Tunisiens et les Marocains sont en train de jouer, nous on les regarde. Je crois que ça dépasse le cadre sportif. Chez nous, tout est politisé». Abordant la question de la formation, pour Fergani, c'est un véritable défi pour les dirigeants de la JSK «si la JSK avait prôné une politique de formation, on doit rappeler qu'il faut du temps pour former des jeunes. Qu'on ne me dise pas qu'on peut le faire en deux ans, ce n'est pas vrai. Penser à rajeunir l'effectif est une bonne chose, il faut encadrer ces jeunes avec une colonne vertébrale solide».

Et pour conclure, un optimisme s'est fait remarquer, notamment lorsqu'il évoque le futur de son ex-club «il faut dire que la JSK ne joue pas pour se maintenir uniquement, elle joue normalement pour les titres. Donc, plus on rajeunit, moins on a de chances de remporter des trophées. Demain, si la JSK joue la Coupe d'Afrique, elle sera attendue dans les coins de rue. Alors, il faut y aller de manière modérée».

Synthèse de H. Hichem

A voir
- BeIN Sports 1 : Ajax - Wolfsberg à 19h30
- RMC Sport 1 : Leipzig - Lyon à 20h

La Der

COA : l'AG élective prévue au début du mois de septembre

L'assemblée générale (AG) élective du Comité olympique et sportif algérien (COA), devrait se tenir au début du mois de septembre prochain, a appris l'APS lundi auprès du bureau exécutif de l'instance olympique.

«L'AGE devrait avoir lieu en principe au début de septembre. Le bureau exécutif se réunira mercredi pour aborder ce sujet et tracer une feuille de route. Le dépôt du dossier des candidatures est prévu huit jours avant la tenue des élections», a indiqué à l'APS Rabah Bouarifi, membre du bureau exécutif du COA.

Suite à la démission de Mustapha Berraf, la présidence par intérim du COA a été confiée, en application des statuts de l'instance, à Mohamed Meridja, chargé de la gestion des affaires courantes du Comité et de préparer les prochaines assemblées générales ordinaire et élective. «Le prochain élu à la tête du COA aura à gérer le reste du mandat olympique qui s'étalera jusqu'après les Jeux Olympiques JO-2021 de Tokyo, avant l'organisation d'élections générales pour élire un nouveau président», a précisé Bouarifi, également président de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB). Le bureau exécutif du (COA) avait entériné le 12 mai dernier, la démission du président Mustapha Berraf et désigné son 1er vice-président, Mohamed Meridja, à titre intérimaire.

Berraf avait entretenu le suspense durant plusieurs semaines, après avoir démissionné «verbalement» du COA sans le notifier par écrit. Les membres du bureau exécutif avaient rejeté cette démission et tenté de lui faire changer d'avis. Berraf s'était dit «fatigué» face aux «attaques répétées» dont il fait l'objet «lui et sa famille».